

Réunion du gouvernement : Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

P.02

Le plus grand CHU d'Algérie depuis l'indépendance prend forme à Tizi-Ouzou



P.03

L'Algérie adopte sa stratégie nationale de cybersécurité 2025-2029

P.02



Corruption :



Scandale des 580 mds
dérobés de la CNAS :
La peine de Tidjani-
Haddam réduite en appel

P.04

Commerce :



Spéculation, prix non
affichés, le ministère sort
son bilan

P.05

Annaba :



Préparatifs de la rentrée
scolaire 2026-2027 :
Suivi de la réalisation
d'un lycée

P.06

5^e édition du Salon International SIAHA Annaba au cœur de la dynamique touristique

P.24



L'Algérie adopte sa Stratégie nationale de cybersécurité 2025-2029

L'Agence de sécurité des systèmes d'information relevant du Ministère de la Défense nationale a publié, ce mardi, la première édition de la Stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information pour la période 2025-2029. Le document, approuvé par le président de la République et chef suprême des Forces armées, vise à renforcer la protection des institutions de l'État et des organismes nationaux contre l'ensemble des menaces susceptibles de cibler leur espace numérique. Comprendre la stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information 2025-2029 Selon le communiqué du ministère, cette stratégie constitue un cadre global destiné à garantir la résilience cybernétique nationale

et à protéger les infrastructures numériques de l'État ainsi que ses données stratégiques. Elle ambitionne également de sécuriser les citoyens face aux risques croissants dans le cyberspace, dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique au sein des institutions publiques. Les objectifs clés de la feuille de route 2025-2029 La feuille de route 2025-2029 entend consolider la souveraineté numérique nationale, assurer la continuité des services publics essentiels et renforcer la confiance des citoyens dans l'environnement digital. Cette stratégie est essentielle pour la sécurité nationale. Cette démarche s'inscrit dans la volonté des hautes autorités du pays d'accompagner la

modernisation numérique par un dispositif robuste de prévention, de détection et de réponse aux incidents cybernétiques. Renforcer la confiance et la souveraineté numérique L'un des piliers de cette stratégie est de renforcer la confiance des citoyens dans l'environnement numérique. Cela passe par une meilleure protection des données personnelles et une lutte efficace contre la cybercriminalité. En parallèle, la consolidation de la souveraineté numérique vise à assurer l'autonomie du pays en matière de technologies de l'information et de communication. La sécurité informatique est devenue un enjeu majeur pour les nations, et l'Algérie prend des mesures concrètes pour protéger ses intérêts dans le cyberspace.

Cette approche proactive est essentielle pour garantir un développement numérique sûr et durable. La modernisation numérique et la prévention des cyberattaques La stratégie accorde une importance capitale à la prévention des cyberattaques. La mise en place d'un dispositif robuste de détection et de réponse aux incidents cybernétiques est au cœur de cette approche. Cela implique la formation de spécialistes en cybersécurité, la coopération avec les acteurs internationaux ainsi que la sensibilisation du public aux risques liés au cyberspace. L'accompagnement de la modernisation numérique est une priorité pour les autorités algériennes. Cette stratégie vise à créer un environnement numérique sûr et propice au



développement économique et social. La sécurisation des données est un élément clé de cette vision. Consultation et implications de la stratégie nationale Les principaux axes de la Stratégie nationale de sécurité des systèmes d'information 2025-2029 sont consultables via le portail électronique du Ministère de la Défense nationale (www.mdn.dz). À travers cette initiative, l'Algérie affirme sa volonté de structurer sa gouvernance en matière de cybersécurité et de faire face aux défis liés à la montée des cybermenaces, tout en soutenant la dynamique de digitalisation de l'administration et de l'économie nationale.

Attaf reçoit un appel téléphonique de son homologue chypriote

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi, un appel téléphonique

du ministre des Affaires étrangères de la République de Chypre, M. Constantinos Kombos, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, "les deux ministres ont examiné les moyens

d'insuffler une nouvelle dynamique aux relations bilatérales et échangé les vues sur les perspectives de renforcement du partenariat euro-méditerranéen, dans le contexte de l'accession de Chypre à la

présidence tournante de l'Union européenne", précise la même source. Les deux parties ont également "discuté de la situation prévalant au Moyen-Orient et de ses



répercussions sur la sécurité régionale et internationale", ajoute le communiqué.

ESCALADE MILITAIRE AU GOLFE :

L'Algérie appelle à la "retenue" et au "sens des responsabilités"

L'Algérie a appelé samedi à la "retenue" et au "sens des responsabilités" en vue d'épargner à l'ensemble de la région du Golfe un surcroît d'insécurité et d'instabilité, indique un communiqué du ministère des

Affaires étrangères. "Les négociations conduites dans le cadre de la médiation du Sultanat d'Oman ont suscité et alimenté l'espoir d'une conclusion pacifique des discussions irano-américaines. L'échec de ces négociations

qui se manifeste actuellement par une escalade militaire aux conséquences imprévisibles est profondément regrettable", lit-on dans le communiqué. "Tout en exprimant sa profonde préoccupation face à ce

développement, l'Algérie en appelle à la retenue et au sens des responsabilités en vue d'épargner à l'ensemble de la région du Golfe un surcroît d'insécurité et d'instabilité", conclut le communiqué du ministère.



RÉUNION DU GOUVERNEMENT :

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi relatif aux conditions d'exercice des activités commerciales, de projets de feuilles de route sectorielles 2026-2028 de plusieurs secteurs, ainsi qu'au suivi des grands projets structurants, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 4 mars 2026, une réunion du

Gouvernement consacrée aux points ci-après : Le Gouvernement a examiné un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi n 04-08 du 14 août 2004 relatif aux conditions d'exercice des activités commerciales. Par ailleurs, et dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République relatives à l'élaboration des feuilles de route sectorielles 2026-2028, le Gouvernement a examiné les projets de feuilles de route des secteurs des moudjahidine et ayants droit, de l'énergie et

les énergies renouvelables, du commerce extérieur et promotion des exportations, des affaires religieuses et wakfs et de l'économie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises. Ces plans, qui ont été élaborés en s'appuyant sur des diagnostics objectifs, des outils opérationnels et une adéquation avec les ressources humaines et financières, visent notamment à structurer le développement national, à diversifier l'économie, à augmenter le PIB et à améliorer la production locale. Enfin, et dans le cadre du suivi



des grands projets structurants, le Gouvernement s'est enquis de l'état d'avancement de la

réalisation de plusieurs projets dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et de l'hydraulique".

 Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba	Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com	P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine	Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz	Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction
---	---	---	--	--

Le plus grand CHU d’Algérie depuis l’indépendance prend forme à Tizi-Ouzou

Ce lundi 3 mars, le ministre du Logement, de l’Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, s’est rendu sur le chantier du centre hospitalier universitaire (CHU) de Tizi-Ouzou. D’une capacité de 500 lits, il s’agit du plus grand CHU réalisé en Algérie depuis l’indépendance, un projet stratégique visant à renforcer l’infrastructure sanitaire nationale et à répondre aux attentes légitimes des citoyens. Lors de sa visite nocturne, le ministre a suivi de près l’avancement des travaux et a donné des instructions précises pour assurer la qualité et la rapidité

d’exécution. Il a rappelé que le secteur du logement supervise directement les grands projets publics, des logements aux équipements tels que stades et hôpitaux. **Tizi-Ouzou : un centre hospitalier universitaire (CHU) de 500 lits prend forme au cœur de la ville** Le projet de Tizi Ouzou a été initié officiellement en juillet 2024 par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Et confié à l’entreprise nationale Cosider. Il mobilise aujourd’hui plus de 1400 professionnels entre ingénieurs, techniciens et ouvriers. Toutes les opérations de gros œuvre sont achevées et le chantier affiche

un taux d’avancement de 60 % en 13 mois. L’hôpital se distingue également par l’usage de matériaux locaux et l’intervention d’entreprises algériennes. Traduisant un engagement clair envers les compétences nationales et la valorisation du produit local. Le ministre a insisté sur la coordination des travaux sur tous les étages. Afin de respecter les délais impartis et de contrôler strictement chaque étape du projet. **Suivi et organisation : un modèle pour la santé et le développement national** Cette visite s’inscrit dans une dynamique plus large de

supervision des projets publics. La semaine précédente, le ministère a organisé des réunions d’évaluation avec les directeurs exécutifs locaux pour vérifier l’avancement des programmes de logement et des infrastructures publiques, améliorer la coordination entre l’administration centrale et les services locaux, et renforcer les mécanismes de contrôle afin de garantir la qualité. Le ministre a également supervisé la mise en place d’outils numériques permettant de suivre en temps réel l’avancement des contrats. Notamment pour le logement promotionnel libéré. L’objectif est de respecter les délais, d’intensifier



le suivi sur le terrain. Ainsi que d’améliorer la qualité des projets, conformément aux attentes des citoyens. Le futur CHU de Tizi Ouzou constitue un modèle national, capable de renforcer la qualité des soins, de soutenir la formation médicale et la recherche scientifique, et de placer le citoyen au centre des priorités. Il traduit l’engagement des autorités à transformer les aspirations légitimes des citoyens en réalisations concrètes et tangibles.

Du rejet en France au succès international: L’incroyable revanche du chirurgien algérien Rédha Souilamas

Éminent chirurgien thoracique d’origine algérienne, Rédha Souilamas a vu sa carrière en France s’interrompre prématurément. Obligé de s’expatrier pour continuer à exercer, il a transité par la Belgique avant de connaître une reconnaissance internationale majeure aux États-Unis et aux Émirats arabes unis. Son savoir-faire s’illustre particulièrement à travers une statistique impressionnante, puisqu’il compte désormais à son actif plus de 150 greffes pulmonaires réussies. Véritable expert de la transplantation pulmonaire, Rédha Souilamas s’est illustré par son apport déterminant à la recherche médicale à travers le développement de procédés novateurs. Ses travaux portent notamment sur le reconditionnement ex vivo des greffons pulmonaires ainsi que sur les dispositifs d’assistance respiratoire artificielle destinés aux patients en attente de greffe. Ces contributions techniques majeures soulignent son rôle de pionnier dans l’amélioration de la prise en charge et de la viabilité des transplantations à l’échelle internationale.

Rédha Souilamas raconte son

parcours dans « La Couleur du Bistouri » Le chirurgien algérien Rédha Souilamas revient sur les épreuves de sa carrière dans son livre « La couleur du bistouri », où il dénonce les discriminations subies. À travers cet écrit, il explique comment ces difficultés ont influencé son itinéraire professionnel et son expatriation vers les États-Unis. Originaire de Cherchell où il est né en 1956, Rédha Souilamas a débuté son parcours médical par l’obtention de son diplôme à la Faculté de Médecine d’Alger. Une fois ses obligations militaires accomplies, il a choisi de s’installer à Paris en 1989 afin d’entamer une spécialisation au sein de la prestigieuse Université Pierre et Marie Curie. Le parcours académique et clinique de Rédha Souilamas en France témoigne d’une ascension rigoureuse au sein de l’élite médicale. Après avoir réussi les concours d’accès aux spécialités réservés aux praticiens étrangers, il s’est orienté vers la chirurgie générale, puis la chirurgie thoracique. Au terme de cinq années de spécialisation intensive dans les hôpitaux et universités en France,

il a obtenu son diplôme avant d’occuper, durant quatre ans, les fonctions de chef de clinique dans un service de chirurgie thoracique à Paris. Parallèlement à ses fonctions cliniques, Rédha Souilamas a entrepris de valider l’équivalence de son doctorat auprès de la faculté de médecine de Paris. Cette démarche lui a permis d’obtenir le diplôme français de docteur en médecine, avant de parfaire son cursus quelques années plus tard en décrochant son titre de chirurgien spécialiste en chirurgie thoracique. **Du succès, mais aussi de la discrimination** réussissant le concours national des praticiens hospitaliers en chirurgie thoracique, fort de son inscription au Conseil de l’Ordre et de l’obtention de la nationalité française. Cette réussite lui a permis d’être nommé chirurgien des Hôpitaux de Paris, avant d’accéder au poste prestigieux de coordinateur du programme de transplantations pulmonaires au sein d’un grand établissement de la capitale françaises. Cependant, cette promotion, qui aurait dû marquer l’apogée de sa carrière dans l’Hexagone, est rapidement devenue une source de

tensions majeures. Paradoxalement, au lieu de lui offrir de nouvelles perspectives professionnelles, ses nouvelles responsabilités ont suscité des hostilités et marqué le début des difficultés qui allaient finalement le pousser à quitter le système hospitalier français. En effet, Rédha Souilamas explique que cette marginalisation découlait directement de son profil : le milieu hospitalier peinait à accepter qu’un praticien d’origine étrangère, et plus spécifiquement algérienne, puisse acquérir une telle renommée et s’imposer comme une référence incontournable de la transplantation pulmonaire sur la scène internationale. Refusant de se plier aux préjugés qui le destinaient à des rôles subalternes, le professeur Souilamas a fait preuve d’une résilience remarquable en s’imposant comme un pionnier de la chirurgie thoracique et en introduisant des innovations mondiales telles que la couveuse à poumons transportable. **La Belgique, les Etats-Unis et les Emirats arabes unis** En 2013, le chirurgien thoracique quitte définitivement la France pour s’installer en Belgique. Il y poursuit sa carrière en tant que professeur à



l’Hôpital Erasme de l’Université Libre de Bruxelles (ULB). La Belgique ne représentant qu’une phase de transition. Dès 2014, il quitte Bruxelles pour les États-Unis, avant de s’installer à Abou Dhabi. Dans la capitale des Émirats arabes unis, il participe activement à l’ouverture du premier établissement hospitalier américain du pays. Ce mouvement marque une étape décisive de son parcours, orientée vers le développement d’infrastructures de santé de pointe au sein du Golfe. Il y exercera ses fonctions jusqu’à la fin de l’année 2022. Après une parenthèse d’un an consacrée à une série de conférences internationales, le professeur Rédha Souilamas a été sollicité pour une nouvelle mission d’envergure : inaugurer et structurer un hôpital britannique venant d’ouvrir ses portes à Dubaï.

TITRE DE SÉJOUR EN FRANCE : L’influenceur Imad Tintin gagne son bras de fer après trois OQTF

Visé par trois procédures d’expulsion, l’influenceur Imad Tintin a finalement obtenu son titre de séjour devant le tribunal administratif de Grenoble. Bien qu’il ait été condamné pour « menaces de violences », les juges ont estimé que l’accord franco-algérien de 1968 jouait en sa faveur, contraignant la préfecture à régulariser sa situation. Le bras de fer entre Imad Tintin et la préfecture de l’Isère tourne à l’avantage du ressortissant algérien. Alors qu’il faisait l’objet d’une troisième OQTF en novembre dernier, la justice administrative a annulé cette

procédure d’expulsion. La préfecture est désormais dans l’obligation de lui fournir le titre de séjour qu’elle lui refusait jusqu’alors. **Imad Tintin obtient son titre de séjour en France** Installé en France depuis 2021, Imad Ould Brahim n’avait pas donné suite à deux précédentes mesures d’éloignement (OQTF) émises en 2021 et 2022. Désormais marié et père d’un enfant né en France en 2024, il a sollicité une régularisation au titre de la « vie privée et familiale ». En s’appuyant sur l’accord franco-algérien de 1968, il a pu faire valoir son droit à un titre

de séjour en qualité de parent d’enfant français. En janvier 2025, une polémique éclate suite à des propos tenus en arabe par Imad Ould Brahim, provoquant son interpellation. Si la première traduction évoquait des appels à « la violence extrême », une contre-expertise a nuancé ces accusations. Six mois plus tard, la justice a finalement retenu la qualification de « menaces de violences », prononçant une amende de 450 euros assortie d’un sursis en appel. **Trois précédentes OQTF** En marge de son procès pénal, Imad Ould Brahim a contesté

devant le tribunal administratif de Grenoble l’OQTF émise lors de son interpellation. En juillet 2025, la justice a annulé cette mesure d’éloignement, jugeant que la préfecture avait commis une erreur d’appréciation. Les magistrats ont estimé que l’administration aurait dû traiter sa demande de certificat de résidence de décembre 2024 avant de chercher à l’expulser. Après un premier échec, la préfecture a de nouveau tenté d’expulser l’influenceur le 3 novembre en invoquant ses deux anciennes OQTF non respectées pour rejeter son titre de séjour. Saisi une nouvelle fois, le tribunal administratif de Grenoble a



tranché en faveur du ressortissant algérien, annulant purement et simplement l’arrêté préfectoral. Par un jugement rendu le 25 février, le tribunal a rappelé que la situation de l’influenceur algérien relevait exclusivement de l’accord franco-algérien de 1968. Les juges ont estimé que les règles habituelles du Code de l’entrée et du séjour des étrangers (CESEDA) n’étaient pas applicables dans ce cas précis.

SCANDALE DES 580 MDS DÉROBÉS DE LA CNAS : La peine de l'ex-ministre Tidjani-Haddam réduite en appel

La Cour d'Alger a rendu son verdict dans l'affaire de corruption ayant éclaboussé la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). Dans ce dossier, l'ancien ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani-Haddam, était poursuivi aux côtés de plus de dix accusés, parmi lesquels un ancien directeur des Domaines de l'État « D.O » ainsi que deux anciens présidents de l'APC d'El Kouba. Les mis en cause étaient impliqués dans une affaire liée à l'acquisition d'un immeuble inachevé avec des fonds de la CNAS pour un montant dépassant 580 milliards de centimes. Dans le détail, les jugements prononcés par le président de la sixième chambre pénale près la Cour d'Alger ont été rendus par

décision publique contradictoire. Sur la forme, la cour a déclaré l'appel recevable et, sur le fond, a rejeté les exceptions de procédure pour défaut de base légale.

Réduction des peines et acquittement

Concernant l'action publique, la juridiction a réduit la peine de l'ancien ministre Hassan Tidjani-Haddam ainsi que celle du promoteur immobilier « W.M » de sept ans à cinq ans de prison ferme, tout en maintenant l'amende fixée à un million de dinars algériens, a-t-on appris auprès du média « Echourouk ».

La Cour d'Alger a également révisé les peines infligées aux deux anciens présidents de l'APC d'El Kouba, « B. Zohir » et « B. Mohamed », les réduisant de quatre ans à dix-huit mois de prison

ferme, assortis d'une amende de 200 000 dinars au lieu des 500 000 dinars initialement prononcés, ajoute la même source.

En revanche, la même juridiction a annulé la peine de trois ans de prison ferme et l'amende de 200 000 dinars prononcées à l'encontre de l'ancien directeur des Domaines de l'État de la wilaya d'Alger « O. Nouamane » ainsi que de l'agent évaluateur au bureau des expertises de la direction d'Alger-Centre « H.M ». Les deux accusés ont été acquittés de l'ensemble des charges retenues contre eux, ce qui leur permet de quitter immédiatement la prison.

Imposition et sanctions financières

Par ailleurs, et selon toujours « Echourouk », la Cour d'Alger a confirmé les dispositions du

jugement rendu par le tribunal du pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed, acceptant la constitution de la Trésorerie publique et de la CNAS en tant que parties civiles. Elle a ainsi condamné l'ancien ministre, en sa qualité d'ancien directeur de la CNAS, ainsi que le promoteur immobilier « W.M », à verser chacun un million de dinars au Trésor public, ainsi que 100 millions de dinars solidairement avec les autres accusés à la CNAS. La juridiction a également confirmé le jugement en ce qui concerne l'entreprise unipersonnelle de promotion immobilière, condamnant la société mise en cause à une amende ferme de cinq millions de dinars, avec confiscation de l'ensemble des biens, immeubles et saisies gelés



par le juge d'instruction de la sixième chambre du pôle pénal économique et financier. Ces verdicts interviennent après la comparution des accusés devant la première chambre pénale de la Cour d'Alger pour de lourdes charges, notamment l'abus de fonction de manière intentionnelle en violation des lois et règlements, l'octroi d'avantages indus à autrui lors de la conclusion d'un contrat en violation des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, ainsi que le détournement intentionnel de deniers publics.

RETRAITE : La CNR lance un appel à cette catégorie de beneficiaries

Début mars 2026, la CNR renouvelle son appel aux retraités concernés par l'échéance mensuelle de mise à jour des documents. Une démarche désormais bien intégrée par les anciens bénéficiaires, mais essentielle à rappeler, car elle concerne également ceux qui ont rejoint le système en 2026. Chaque mois, la CNR (Caisse nationale des retraites) s'adresse à une catégorie précise de bénéficiaires selon leur mois de naissance. En ce début mars, l'organisme invite les retraités et ayants droit nés durant ce mois à procéder au renouvellement de leurs documents de retraite, condition nécessaire pour continuer à percevoir leur pension

sans interruption.

Si cette procédure relève d'une routine administrative pour de nombreux retraités, elle reste essentielle à rappeler. Chaque année, de nouveaux bénéficiaires intègrent le dispositif national de retraite et découvrent ce calendrier pour la première fois.

Renouvellement des documents de retraite : une obligation annuelle organisée par mois de naissance

La CNR applique un système structuré : chaque retraité doit renouveler ses documents une fois par an, durant le mois correspondant à sa naissance.

Pour rappel, ce mécanisme vise à :

- Assurer le suivi administratif

des bénéficiaires ;

- Confirmer la situation des ayants droit ;
- Garantir la continuité du versement des pensions.

Le respect de cette échéance permet d'éviter tout retard ou suspension dans le traitement des paiements.

RetraiteDz : une solution numérique pour éviter les déplacements aux agences de CNR

Pour simplifier la démarche, la CNR met en avant l'application mobile RetraiteDz, qui permet d'effectuer l'opération à distance. Deux situations se présentent :

Retraite directe

- Le bénéficiaire utilise la technologie de reconnaissance

faciale R-Face afin de confirmer sa présence en vie via l'application.

Retraite transférée

- L'ayant droit confirme d'abord son identité grâce à la reconnaissance faciale, puis numérise les documents requis selon sa situation et les télécharge directement sur l'application. Une notification confirme ensuite la réussite de l'opération.

En outre, les documents requis varient selon le type de retraite et la situation du bénéficiaire.

Une formalité connue des anciens, nouvelle pour certains bénéficiaires

Pour les retraités de longue date, ce rappel mensuel fait partie d'un calendrier désormais maîtrisé. En revanche, pour ceux qui ont



pris leur retraite récemment, cette étape constitue souvent une première.

La CNR insiste ainsi sur l'importance d'effectuer cette mise à jour annuelle dans les délais afin d'assurer la régularité des pensions.

En ce mois de mars 2026, les bénéficiaires concernés disposent donc de l'option numérique via RetraiteDz ou peuvent, s'ils le préfèrent, se rendre en agence locale.

Le Fonds de garantie élargit son soutien aux entreprises en creation

Le directeur général du Fonds de garantie des crédits aux PME, El Hadi Tamam, a annoncé la signature d'accords avec l'ensemble des banques agréées en Algérie pour accorder des crédits dépassant 50 milliards de dinars, assortis d'une garantie pouvant atteindre 70 % afin de couvrir les risques supportés par les établissements financiers. Intervenant dans l'émission « Économie Multimédia » de la Radio algérienne, le responsable a souligné que ce dispositif vise à faciliter l'accès au financement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et à renforcer la confiance des banques dans le financement des projets d'investissement.

Le fonds de garantie des crédits aux PME : Un pilier du financement en Algérie

Depuis sa création, le Fonds de garantie a joué un rôle crucial dans le soutien aux PME

algériennes. Son action se traduit par la signature d'accords avec les banques et la mise en place de dispositifs visant à faciliter l'accès au crédit. Ces initiatives contribuent activement à la dynamisation du tissu économique national.

L'objectif principal est de réduire les obstacles financiers rencontrés par les PME, en particulier en ce qui concerne l'obtention de crédits bancaires. En offrant une garantie substantielle, le Fonds de garantie encourage les banques à prendre des risques calculés et à investir dans des projets prometteurs, même en période d'incertitude économique.

Plus de 170 Milliards DA de garanties accordées aux entreprises algériennes

Depuis sa création, le Fonds a accordé des garanties de crédits dépassant 170 milliards de dinars, a précisé El Hadi Tamam. La valeur globale des projets financés a, quant à elle, dépassé

60 milliards de dinars, permettant la création de près de 130 000 emplois. Ces chiffres témoignent de l'impact significatif du Fonds sur l'économie algérienne.

Ces résultats traduisent, selon lui, le rôle croissant du mécanisme de garantie dans la dynamisation du tissu économique national et le soutien à l'entrepreneuriat. Le Fonds de garantie est donc un acteur essentiel dans la promotion de l'investissement et de la création d'emplois en Algérie.

Élargissement du champ d'intervention du fonds : Un soutien accru aux PME

Le directeur général a également indiqué que le Fonds a élargi son champ d'intervention. Alors qu'il se limitait auparavant aux investissements à moyen terme ou aux crédits commerciaux, il soutient désormais les PME aussi bien en phase de création qu'en phase d'extension.

Cette évolution vise à accompagner les entreprises tout

au long de leur cycle de vie, en leur offrant un appui financier indirect à travers la couverture partielle des risques bancaires. Ce nouvel axe stratégique permet au Fonds de garantie d'être plus réactif aux besoins des PME, en adaptant son offre de services aux différentes étapes de leur développement.

Les PME en phase de création bénéficient ainsi d'un soutien financier crucial pour démarrer leurs activités et surmonter les obstacles initiaux. De même, les PME en phase d'extension peuvent accéder à des financements pour développer leurs activités, investir dans de nouveaux équipements ou conquérir de nouveaux marchés.

Le mécanisme de garantie : Un levier essentiel pour stimuler l'investissement productif

Grâce au mécanisme de garantie, le Fonds contribue à lever l'un des principaux obstacles au financement des investissements : la réticence des banques face au risque. En apportant une garantie

financière substantielle, il facilite l'octroi de crédits aux porteurs de projets et encourage les institutions financières à soutenir davantage l'investissement productif.

Cette dynamique s'inscrit dans les efforts visant à renforcer le rôle des PME dans la diversification de l'économie nationale et la création d'emplois durables. L'intervention du Fonds favorise un environnement plus propice à l'innovation et à la croissance des entreprises, en réduisant les barrières à l'entrée et en stimulant la concurrence.

Les garanties de crédits offertes par le Fonds permettent aux PME de concrétiser leurs projets, de développer leurs activités et de contribuer ainsi à la création de richesse et d'emplois en Algérie. Le Fonds joue donc un rôle déterminant dans la transformation de l'économie nationale et la promotion d'un développement plus inclusif et durable.

PLUS DE 10.000 INFRACTIONS EN DIX JOURS : Spéculation, prix non affichés, le ministère sort son bilan

Avec l’explosion de la consommation qui caractérise la période du Ramadan, le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a sorti l’artillerie lourde pour traquer les commerçants véreux et protéger le porte-monnaie des Algériens. Alors que la première décade du mois sacré s’achève, le ministère a dressé le bilan de ses opérations de contrôle menées à travers le pays. Sur l’ensemble du territoire, 3.004 équipes de contrôle ont été mobilisées, effectuant au total 77.847 interventions en seulement

dix jours. Parmi elles, 11.224 ont eu lieu en dehors des horaires classiques, dont 2.979 durant la nuit, soulignant la mobilisation continue des autorités pour encadrer le marché. Ces opérations ont mis au jour 10.330 infractions. Les forces de contrôle ont établi 10.101 procès-verbaux et proposé 256 décisions de fermeture administrative. Les saisies réalisées sont également significatives : 144,91 tonnes et 65.653 litres de marchandises, pour une valeur globale de 33,17 millions de dinars.

Bilan d’une mobilisation intensive

sur le terrain : 80.000 contrôles et 10.330 infractions en dix jours

Les denrées subventionnées et réglementées (lait, pain, semoule, café, légumineuses et riz) ont fait l’objet d’une attention particulière. Sur 28.997 interventions ciblées, les inspecteurs ont relevé 505 infractions, dont :

- 374 cas de défaut d’affichage des prix et des tarifs
- 66 cas d’absence de facturation, pour un montant total de 56,46 millions de DA
- 29 cas de prix illicites appliqués
- 36 autres infractions diverses

Ces manquements ont conduit

à 494 procès-verbaux et à la proposition de deux fermetures administratives.

Spéculation : un phénomène récurrent qui interroge

Ces chiffres illustrent l’ampleur des dérives observées dans le commerce de proximité et les grandes surfaces, entre spéculation, non-respect des prix réglementés et pratiques illégales. Et révèlent une réalité persistante. Celle de commerçants qui exploitent la période de forte demande pour contourner la réglementation au détriment des consommateurs. Le ministère rappelle que ces



contrôles visent à garantir l’accès équitable aux produits essentiels. Au-delà du mois sacré, ces dix premiers jours de Ramadan soulignent la nécessité d’une surveillance continue tout au long de l’année pour endiguer durablement les pratiques spéculatives et assurer un marché régulé.

COUP DE MASSUE POUR LES SPÉCULATEURS : Fiat Algérie instaure un système de vente en 5 étapes

Dans une démarche stratégique visant à barrer la route aux intermédiaires et aux spéculateurs, Fiat Algérie a publié une mise au point rappelant les procédures numériques obligatoires pour sécuriser les ventes. Ce dispositif vise à garantir aux citoyens l’acquisition de véhicules dans une transparence totale et une équité absolue. Voici les étapes clés du processus d’achat :

- Inscription numérique exclusive : La procédure débute impérativement sur le site officiel de l’entreprise. Le client choisit son modèle et soumet une pré-commande en ligne. Système d’attente équitable : Un e-mail de confirmation est envoyé au client, lui attribuant un numéro d’ordre chronologique basé précisément sur la date et l’heure

de l’inscription.

- Phase de fabrication et convocation : Dès que le véhicule entre en chaîne de production, le client est contacté pour se rendre chez le concessionnaire agréé.
- Paiement : Le client procède à la signature du bon de commande. Le règlement s’effectue exclusivement par virement bancaire (ou par contrat de leasing). Le client remet ensuite la preuve de l’opération au concessionnaire
- Livraison : Enfin, le client est recontacté pour fixer la date de réception de son nouveau véhicule. Ces mesures pragmatiques sont perçues comme un levier essentiel pour réorganiser le marché automobile national et protéger le consommateur final.

Mars 2026 : Le grand virage industriel avec la Fiat Grande Panda

Au-delà de l’assainissement du

circuit commercial, le mois de mars 2026 s’annonce comme une date charnière pour l’industrie automobile nationale. Stellantis El Djazaïr s’apprête à lancer la commercialisation de la Fiat Grande Panda, un modèle stratégique dont la production a nécessité une montée en puissance spectaculaire de l’usine de Tafraoui (Oran). Pour relever ce défi, le site a bénéficié d’un renfort massif de ses effectifs et d’une intégration technologique accrue. Le véritable saut qualitatif réside dans la maîtrise de l’emboutissage. Grâce à un partenariat stratégique scellé lors du dernier salon Mechanica Algeria à Oran, l’usine s’appuie désormais sur un expert local pour le ferrage et le moulage du métal. Cette collaboration permet de fabriquer le châssis directement sur le sol algérien, marquant une étape

décisive vers une souveraineté industrielle réelle. L’ambition est claire : produire localement pour répondre à une demande nationale en pleine expansion. Stellantis El Djazaïr ne se contente pas de fabriquer des véhicules ; l’entreprise investit dans le capital humain. Une convention d’envergure vient d’être signée avec le CFPA de Staouéli, visant à aligner la formation professionnelle sur les exigences technologiques du secteur.

- Ce partenariat ne se limite pas aux mots : Expertise partagée : Le service formation de Stellantis accompagne désormais les enseignants techniques.
- Modernisation pédagogique : La marque a fait don de quatre moteurs et quatre boîtes de vitesses de dernière génération pour les travaux pratiques.



- Focus sur la mécanique : Un accompagnement spécifique est mis en place pour développer cette spécialité pointue dans l’ouest d’Alger. L’excellence est déjà au rendez-vous, comme en témoigne le recrutement récent de deux techniciens lauréats des Olympiades des métiers 2025. Une preuve concrète que les passerelles entre les centres de formation et les ateliers de Stellantis fonctionnent, créant ainsi une nouvelle génération de mécaniciens et d’ingénieurs algériens prêts à relever les défis de la mobilité moderne.

ALGER ACCÉLÈRE VERS LE MULTIMODAL : Un seul ticket pour passer du train au métro, puis au bus

Un seul ticket pour passer du train au métro, puis au bus, sans racheter de titre à chaque correspondance. À El-Harrach, le ticket unique multimodal entre dans une phase concrète. Les responsables locaux confirment sa généralisation prochaine dans la circonscription. Alors que son introduction à Alger avait été annoncée pour 2026 par le ministre des Transports. En novembre 2025, Saïd Sayoud avait indiqué que les tickets uniques multimodaux seraient introduits à Alger, avant une extension progressive aux autres wilayas. Le ministre avait précisé que ce dispositif permettra aux citoyens de voyager entre différents modes de transport à l’aide d’un seul titre. « Simplifiant ainsi leurs déplacements quotidiens et offrant une expérience plus fluide, intégrée et pratique ».

Ticket unique multimodal à Alger : le compte à rebours est lancé pour un seul titre métro-train-bus

Cette mesure s’inscrit dans le plan sectoriel de numérisation couvrant l’ensemble des institutions et services du secteur des Transports. Conformément aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Les autorités visent la modernisation des services publics, davantage de flexibilité et de transparence. Ainsi qu’un appui au développement de l’économie numérique dans le secteur. À El-Harrach, cette orientation nationale se traduit par une volonté affichée de devenir une circonscription modèle en matière de mobilité. Lors d’une visite de terrain menée par une délégation de l’Assemblée populaire de wilaya d’Alger, le wali délégué Abdelwahab Zini a confirmé la généralisation du ticket unique multimodal dans la région. Le projet s’intègre dans le « Plan jaune » de la wilaya d’Alger. Dans cette architecture, le ticket unique multimodal représente l’outil opérationnel destiné à rendre le réseau plus cohérent pour les usagers.

Gare, voirie, espaces publics : les autres projets inspectés à El-Harrach

La visite a également porté sur plusieurs chantiers structurants dans la circonscription. La gare ferroviaire d’El-Harrach sera réceptionnée dans sa nouvelle configuration « dans un délai de cinq mois », selon Abdelwahab Zini. Les travaux, à un stade avancé, visent à moderniser cette infrastructure qui accueille un nombre important de voyageurs. En face de la gare, les équipes ont lancé les travaux d’un parking et ont présenté les maquettes extérieures du projet. Qui concerne également les usagers de la station de métro. La délégation a inspecté la gare routière de Boumaâti et a donné des instructions pour améliorer l’éclairage. Et renforcer la clôture extérieure et installer des écrans d’affichage afin d’optimiser l’information des voyageurs. Un nouveau tronçon routier reliant la rue Malika Gaïd à la cité Naïli affiche un taux d’avancement supérieur à 60 % dans ses



différentes composantes, selon l’exposé technique présenté sur place. Au quartier Boumaâza, dans la commune de Bach Djerrah, les travaux d’aménagement d’un parc comprenant des aires de jeux pour enfants, des espaces verts et des aires sportives approchent les 80 % d’avancement. Le président de la commission de l’aménagement du territoire et des transports à l’APW d’Alger, Mohamed Bouchareb, a indiqué que sa mise en service interviendra prochainement. Soulignant son importance pour les familles

d’une zone à forte densité démographique. L’ensemble de ces projets s’inscrit dans une vision globale de modernisation de la capitale, articulée autour du « Plan vert » pour l’aménagement de Oued El-Harrach et des jardins environnants, du « Plan blanc » consacré à la réhabilitation des bâtiments, et du « Plan jaune » dédié aux transports. En mars 2026, le ticket unique multimodal apparaît comme l’un des pivots de cette transformation annoncée du paysage des mobilités à Alger.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION “BENAOUDA BENMOSTEFA”

Préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027 :

Suivi de la réalisation du projet de lycée « Bahi Brahim »

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027 et au titre des sorties de terrain consacrées au suivi des projets éducatifs, le wali-délégué de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa” a effectué une visite d’inspection au niveau du chantier de réalisation du lycée « Bahi Brahim ». Cet établissement de type 1000 places pédagogiques est implanté au site des 914+588 logements, au niveau due la cité “2800 logements” (secteurs 03-04), relevant du programme des pôles urbains intégrés 2023. lors de cette sortie, il a été procédé à une évaluation de l’état d’avancement des travaux;



à la vérification du respect du planning d’exécution et de l’engagement à livrer le projet dans les délais contractuels ainsi qu’au contrôle du respect des normes de qualité dans la

réalisation des travaux. Ce projet structurant vise à renforcer la carte scolaire de la nouvelle ville et à répondre à la demande croissante en infrastructures éducatives, en offrant aux futurs élèves un



cadre d’apprentissage moderne et conforme aux standards en vigueur. Les autorités locales ont insisté sur la nécessité d’accélérer le rythme des travaux tout en veillant scrupuleusement

à la qualité de l’exécution, afin d’assurer une réception du projet dans les meilleures conditions en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

ANNABA / CHETAIBI

Suivi et modernisation du parking de la plage “Oued El Ghnem”

S.F

Hier mercredi 4 février 2026, le chef de daïra de chetaibi, Walid Zernaji, a effectué une sortie de terrain afin de superviser l’avancement des travaux du projet sectoriel portant sur le revêtement du parking de la plage Oued El Ghenem. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des efforts continus pour améliorer les infrastructures publiques et renforcer l’attractivité touristique de la région. Accompagné par les responsables locaux et les ingénieurs en charge du projet, le chef de daïra a minutieusement inspecté le chantier afin de s’assurer que les travaux respectaient les normes et exigences définies dans le cahier des charges. Il a insisté sur la nécessité de maintenir

la qualité des matériaux utilisés et la conformité des techniques de revêtement employées. Les travaux de terrassement, de nivellement et de pose de l’asphalte ont été particulièrement scrutés pour garantir la sécurité et la durabilité de l’infrastructure. Lors de cette visite, M. Zernaji a donné des instructions claires pour accélérer le rythme des travaux, tout en veillant à ce que les délais soient respectés. Il a également demandé aux équipes de chantier de procéder au “ramassage des remblais” et à l’élimination des excédents de matériaux afin de maintenir le site propre et sécurisé. Cette attention portée à la qualité et à la rapidité d’exécution reflète l’engagement des autorités locales à offrir des infrastructures modernes et



fonctionnelles aux citoyens et aux visiteurs. Le projet de revêtement du parking de la plage Oued El Ghenem constitue une étape importante dans le cadre du développement touristique de la région d’El Chataibi. En améliorant les espaces d’accueil et de stationnement pour les visiteurs, la commune entend faciliter l’accès à ses sites

naturels tout en contribuant à la promotion du tourisme local. L’infrastructure permettra également de désengorger les routes et de réguler la circulation pendant les périodes de forte affluence, notamment pendant les week-ends et les vacances estivales. Par ailleurs, la mise en place de ce parking moderne s’inscrit dans une vision plus large de

valorisation des plages et des zones côtières de la wilaya. Les autorités locales ont souligné que la qualité des travaux et le respect des délais sont essentiels pour renforcer la confiance des citoyens et encourager l’investissement dans le secteur touristique. En conclusion, la supervision attentive de M. Walid Zernaji et les mesures prises pour accélérer et sécuriser les travaux démontrent la volonté des autorités de moderniser les infrastructures locales et d’améliorer les conditions d’accueil des visiteurs. Le projet du parking de la plage Oued El Ghenem est ainsi un exemple concret d’initiatives visant à concilier développement économique, tourisme et confort des citoyens.

ANNABA / HÔPITAL D’EL HADJAR

L’établissement ouvre ses portes au média “Annaba Radio” pour couvrir une opération de circoncision

M.Bakir

La Direction de l’hôpital principal d’El Hadjar a eu l’honneur d’accueillir le média “Annaba Radio”, dans le cadre de la couverture médiatique de l’opération de circoncision pour le mois sacré de Ramadhan, mettant en exergue les efforts du personnel médical et paramédical pour s’assurer que les enfants sont bien pris en charge dans les meilleures conditions de santé.



Protection du domaine forestier

Les autorités renforcent la lutte contre les atteintes au patrimoine public

Sara Boueche

Dans le cadre des efforts soutenus visant à préserver le domaine forestier public et à lutter contre les atteintes répétées aux espaces naturels, la Conservation des forêts de la wilaya d’Annaba, à travers sa cellule de l’information et de la communication et en coordination avec la police forestière, a mené ce jour une opération de terrain significative au niveau de la forêt de chêne-liège de Zaouch.

Sous la supervision du chef du district des forêts de Berrahal, accompagné des agents du

district, une intervention a été effectuée pour procéder au démantèlement d’un enclos érigé de manière illégale au sein du massif forestier. Cette action s’inscrit dans le cadre des missions périodiques de contrôle et de surveillance destinées à faire respecter la législation en vigueur relative à la protection des biens forestiers publics.

Les autorités forestières rappellent que les opérations de clôture non autorisées constituent une atteinte directe au caractère public et collectif de la forêt. De telles pratiques restreignent l’accès des



citoyens à ces espaces naturels et compromettent l’équilibre écologique ainsi que les efforts de gestion durable engagés par les services compétents.

À travers cette intervention, la Conservation des forêts réaffirme sa détermination à faire appliquer strictement les lois et règlements en vigueur,

tout en garantissant à l’ensemble des citoyens le droit de jouir des espaces forestiers dans un cadre organisé, respectueux de l’environnement et conforme aux dispositions légales.

Cette opération illustre, une fois de plus, la vigilance constante des services forestiers de la wilaya d’Annaba face aux tentatives d’appropriation illicite du patrimoine naturel, et leur engagement indéfectible en faveur de la préservation des richesses forestières au bénéfice des générations présentes et futures.

ANNABA / DÉVELOPPEMENT LOCAL

Choix du site pour une piscine semi-olympique



S.F

Une visite de terrain a été organisée par la commission chargée de sélectionner l’emplacement pour la future piscine semi-olympique à El Bouni, dans la wilaya d’Annaba. Cette sortie s’est déroulée en présence du président de la daïra d’El Bouni.

Le site retenu, d’une superficie de 5 000 m², répond à toutes les normes et exigences nécessaires pour la construction de l’infrastructure.

Ce projet représente une avancée significative pour le développement des équipements sportifs dans la région. Les habitants de la commune d’El Bouni et des environs peuvent se réjouir de ce projet qui renforcera l’offre sportive locale.

ANNABA / CITÉ OUED FORCHA

Les chaussées dans un état déplorable avancé : Dégradation catastrophique des routes, un danger pour les habitants

S.F

La cité “Oued Forcha”, fait face à une situation préoccupante concernant l’état de ses routes. Les habitants dénoncent depuis plusieurs semaines les dégradations sévères qui affectent les principales voies de circulation, rendant les déplacements quotidiens de plus en plus difficiles et dangereux.

Selon les riverains, certaines routes sont pratiquement impraticables : nids-de-poule, fissures et affaissements du bitume se multiplient, notamment après les intempéries récentes. Les véhicules légers, mais aussi les transports en commun, sont fortement impactés, entraînant une hausse



des risques d’accidents et des dégâts matériels. Les habitants évoquent également des retards scolaires et professionnels causés par ces conditions de circulation difficiles.

Les routes menant vers les quartiers périphériques sont particulièrement touchées. Dans certains secteurs, les usagers sont contraints de circuler sur des chemins secondaires ou

non aménagés, ce qui augmente les risques pour les piétons et les cyclistes. Les habitants réclament depuis longtemps une intervention urgente des autorités locales pour réhabiliter ces voies et sécuriser la circulation.

Cependant, les citoyens déplorent le manque de réactivité face à l’aggravation de la situation, notamment après les fortes pluies qui ont accentué la détérioration du réseau routier.

Cette situation met en lumière l’importance d’un plan de maintenance régulière des chaussées, ainsi qu’une meilleure coordination entre les autorités locales et les services techniques pour assurer la sécurité des habitants. Des

initiatives temporaires, comme le rebouchage ponctuel des nids-de-poule, ont été mises en place, mais elles ne suffisent pas à résoudre le problème de manière durable.

En conclusion, l’état catastrophique des routes de Oued Forcha constitue un véritable obstacle au quotidien des citoyens. Les habitants espèrent une intervention rapide et efficace pour remettre en état le réseau routier, garantir la sécurité de tous et améliorer les conditions de vie dans cette commune essentielle de la wilaya d’Annaba.



ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA

Dispositif spécial Ramadhan : La police renforce sa présence sur le terrain

Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre du plan sécuritaire spécial du mois sacré de Ramadhan, et face à l'intense affluence que connaissent les rues et espaces publics durant la deuxième quinzaine du mois, les services de la sûreté de wilaya d'Annaba ont intensifié leur présence sur le terrain afin de garantir aux

citoyens des soirées sereines et sécurisées. Un renforcement du dispositif policier a ainsi été déployé au niveau des places publiques, des abords des mosquées et des marchés commerciaux, qui enregistrent une forte affluence des familles après la rupture du jeûne. Par ailleurs, un plan de circulation spécifique a été mis en place pour assurer la fluidité

du trafic routier et réduire les risques d'accidents, notamment aux heures de forte affluence. En parallèle, et dans un souci de préservation de la santé publique et de protection du consommateur, les opérations de contrôle des commerces ont été intensifiées en coordination avec les différents partenaires concernés. Ces actions visent à lutter contre les pratiques

commerciales illégales et à veiller au respect des normes en vigueur. La Sûreté de wilaya d'Annaba réaffirme son engagement à garantir un environnement sûr pour l'ensemble des citoyens. Elle met à leur disposition les numéros verts 1548, 17 et 104, ainsi que l'application « Allô Police », pour signaler tout fait susceptible de porter atteinte à

leur sécurité, à leurs biens, ou pour dénoncer les dépassements et phénomènes négatifs observés sur la voie publique. Les services de police appellent également les usagers de la route à respecter les règles de conduite, à faire preuve de civisme et à éviter le stationnement anarchique, qui entrave la circulation et compromet la sécurité de tous.

EL TARF / SURETÉ DE WILAYA

Echec de deux tentatives d'émigration clandestine et interpellation de 26 personnes

Imen.B
Les services de la sûreté de wilaya d'El Tarf, représentés par le service de la police judiciaire, à travers la brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite des personnes, en coordination avec la brigade maritime des Garde-côtes d'El Kala, ont récemment réussi à déjouer deux tentatives d'émigration clandestine

par voie maritime. Ces deux opérations ont permis l'interpellation de vingt-six (26) individus, originaires des wilayas d'El Tarf, Annaba, Oum El Bouaghi, Constantine, Skikda et Biskra. Les mis en cause s'apprêtaient à prendre la mer clandestinement depuis les plages de Guitma Rosa et Fartassa, situées dans la wilaya d'El Tarf. Menées sous la supervision du parquet

territorialement compétent, les deux interventions ont abouti à la saisie de deux (02) embarcations maritimes avec deux (02) moteurs d'une puissance de 40 chevaux chacun ; des sommes d'argent en devises étrangères et en monnaie nationale ; Trois cent quatre-vingts (380) litres de carburant (essence) ; divers équipements utilisés pour l'organisation des traversées

clandestines. À l'issue des investigations, des dossiers judiciaires ont été établis à l'encontre des personnes arrêtées, en coordination avec le parquet compétent. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus des services de sécurité visant à lutter contre les réseaux d'émigration clandestine et à préserver la sécurité des personnes ainsi que l'ordre public.



ANNABA / LUTTE CONTRE LES MALADIES HYDRIQUES

Protection de la santé publique : Opération conjointe de contrôle des citernes d'eau à Sidi Amar

Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du Chef de daïra d'El Hadjar, et sous la supervision du P/APC de Sidi Amar, le service communal d'hygiène et de salubrité publique de la Commune a mené, hier, une opération de contrôle sur le terrain. Cette intervention s'inscrit dans l'application du programme établi par la structure chargée

de la prévention et de la lutte contre les maladies hydriques, ainsi que de la lutte contre le commerce illégal d'eaux de source inconnue. Les inspectrices de l'hygiène, de la propreté publique et de l'environnement, relevant de la localité "Merzoug Amar" – Gantra / Hjar Eddis, ont effectué cette sortie en coordination avec les éléments de la sûreté urbaine extérieure de Sidi Amar, et en présence de l'inspectrice

de la police des eaux (Direction des Ressources en Eau d'Annaba) et de l'inspecteur de la répression des fraudes (Direction du Commerce d'Annaba). L'opération a porté principalement sur l'état sanitaire des citernes d'eau, le respect des conditions d'hygiène La conformité des documents administratifs (autorisation d'exercer, registre de commerce, licence de remplissage), le respect du

périmètre d'activité autorisé pour la vente de l'eau. Cette action vise à préserver la santé publique, protéger le consommateur et assurer le respect des réglementations en vigueur. Les autorités locales réaffirment leur détermination à poursuivre ces opérations de contrôle afin de lutter contre toute pratique susceptible de nuire à la sécurité sanitaire des citoyens.



ANNABA / PROTECTION CIVILE

Accident de la route mortel à El Bouni : Une femme décède après avoir été percutée par un bus



Imen.B
Les éléments de la protection civile d'Annaba sont intervenus, hier matin, aux environs de 10h15mn, suite à un tragique accident à la cité du 1er Mai, dans la commune et daïra d'El Bouni. L'accident s'est

produit lorsqu'un bus a percuté une femme âgée de 28 ans. Le choc, d'une extrême violence, a malheureusement entraîné son décès sur les lieux mêmes du drame. Dès leur arrivée, les secours ont procédé aux constatations d'usage. Après l'achèvement des

procédures légales par les services compétents, la dépouille de la victime a été transférée vers le service de conservation des corps. Une enquête a été ouverte par les autorités concernées afin de déterminer les circonstances exactes de ce dramatique accident.

En Bolivie, confusion et ruée vers les banques en raison de l’annulation de billets volés après un accident d’avion

La Banque centrale du pays andin a annulé les millions de billets transportés par l’appareil, qui appartenaient à une série comportant la lettre B. Les commerces ont cessé d’accepter les billets comportant cette lettre, bien qu’issus de lots plus anciens, de peur qu’ils soient sans valeur, selon le monde fr. Les banques boliviennes ont été prises d’assaut, mardi 3 mars, par des milliers de personnes venues échanger leurs billets légaux, mais confondus avec ceux volés après le crash d’un avion militaire vendredi 27 février, a constaté l’Agence France-Presse (AFP). Le C-130 Hercules qui s’est écrasé à l’aéroport d’El Alto,



faisant 24 morts, transportait près de 17,1 millions de billets de différentes coupures appartenant à la Banque centrale de Bolivie (BCB), pour un montant total de 423 millions de bolivianos (53 millions d’euros), selon l’institution. Après l’accident, une foule

s’est précipitée parmi les débris de l’appareil pour dérober au moins 30 % de la somme, selon le gouvernement. En réponse, la BCB a annoncé l’annulation de tous les billets transportés par l’avion, qui appartenaient à une série comportant la lettre B. Les commerces ont également

cessé d’accepter les billets avec cette lettre, bien qu’issus de lots plus anciens, de peur qu’ils soient sans valeur. Cela a conduit des milliers de personnes à former de longues files d’attente devant le siège de la banque centrale et d’autres établissements bancaires, dans la capitale bolivienne et la ville voisine d’El Alto, pour échanger leur argent. Inquiétude de la population « Un vendeur de pain n’a pas accepté » un de mes billets, témoigne auprès de l’AFP, Serapio Mayta, retraité de 77 ans, qui attend depuis deux heures. Quelques mètres plus loin, Blanca Molina, femme au foyer de 78 ans, s’interroge : « J’ai encore un peu d’argent liquide de côté. Et maintenant,

que faire ? » Le président de la BCB, David Espinoza, a appelé à la compréhension de la population et demandé, mardi, lors d’une conférence de presse, que soient acceptés les billets dont la numérotation est légale. La BCB a mis à disposition sur son site officiel un moteur de recherche permettant aux Boliviens de saisir le numéro de chaque billet et d’en vérifier la validité. L’enquête sur les causes de l’accident se poursuit. Le pilote de l’avion, qui a survécu, a, d’après son avocat, affirmé aux enquêteurs qu’il y avait de la glace sur la piste d’atterrissage et que les freins de l’appareil avaient lâché.

Face à l’explosion de la désinformation, la nouvelle approche sociétale de l’UE et de la France

Dans la perspective des échéances électorales en 2027, Bruxelles et Paris revoient leur conception des ingérences russes. Avec une nouvelle stratégie : défendre et former les citoyens, selon le monde fr. Empoisonnement de ChatGPT avec des sites de propagande russe dans les pays baltes, ingérence électorale grâce aux algorithmes de TikTok en Roumanie, rumeurs sur X accusant le Royaume-Uni et la France de donner des missiles à tête nucléaire à l’Ukraine... A un an d’une année 2027 marquée par deux élections de haute importance, la

présidentielle en France et les législatives en Italie, l’Europe cherche la parade face aux multiples tentatives récentes de la Russie de polluer l’espace informationnel. Le 24 février, la Commission européenne a inauguré le Centre européen pour la résilience démocratique, dont l’objectif est de coordonner la réponse des Etats. « Cela renforcera notre résilience, garantira que le débat public européen reste ouvert et équitable et donnera aux citoyens les moyens de participer à la vie démocratique », a déclaré la présidente de la Commission

européenne, Ursula von der Leyen. L’initiative s’inscrit dans le cadre du « bouclier européen démocratique ». Un peu plus tôt, le 11 février, le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) français avait présenté une « stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l’information ». Comme Bruxelles, Paris part du principe que « le premier rempart face aux manipulations de l’information est la société elle-même », comme l’a écrit le SGDSN sur son site. Cette approche sociétale doit



permettre de compléter le règlement sur les services numériques (DSA), mis en place en août 2023, qui a permis de lancer des enquêtes contre X et TikTok pour

des soupçons d’ingérence étrangère et de campagne de désinformation. Et ainsi traiter les attaques informationnelles en amont, comme en aval, en les ciblant.

« La baisse du nombre d’élèves ne doit pas se traduire par le démantèlement progressif des écoles rurales »

Un collectif de sénateurs Les Républicains plaide, dans une tribune au « Monde », pour élaborer une nouvelle offre scolaire dans les villages confrontés à la baisse démographique. En France, la baisse démographique sert aujourd’hui trop souvent d’argument pour justifier la fermeture d’écoles en zone rurale. Telle est la logique comptable qui s’impose, froide et méthodique. Chaque année, les inspecteurs

d’académie de France et de Navarre sortent leur calculatrice pour compter les élèves et décider du sort des postes et des classes. Pendant ce temps, l’Etat demande aux élus d’inscrire leur politique d’urbanisme dans les schémas régionaux d’aménagement, de développement durable et d’égalité des territoires, schémas de cohérence territoriale, plans locaux d’urbanisme intercommunal ou plans locaux d’urbanisme, imposant aux maires de voir loin.

Pourtant, à rebours de ces exigences, l’éducation nationale demeure encore et toujours le seul ministère qui adapte chaque année ses postes au comptage, à l’unité près, de ses usagers ; le seul ministère qui échappe à toute véritable démarche de prospective et de projection. Travail de fond Ce constat bouscule bien d’autres réalités, humaines, économiques, sociales et territoriales. Indéniablement, nous ne lutterons pas contre

la désertification rurale en supprimant ce qui en constitue encore le cœur battant. L’égalité républicaine ne peut être réduite à la seule logique comptable et budgétaire. La fermeture d’une école rime en effet souvent, trop souvent, avec l’allongement des temps de transport, la fatigue accrue des enfants et l’éloignement des parents de l’école. Replacer l’enfant au cœur du système scolaire n’est pas un slogan, mais une nécessité

pédagogique. Les bons résultats des écoles rurales rappellent une vérité simple : un système scolaire efficace est avant tout celui capable de s’adapter aux enfants, et non l’inverse. Classes à effectifs réduits, proximité des professeurs avec les élèves et leurs familles, climat scolaire attentif et apaisé : autant de conditions qui favorisent un accompagnement individualisé et renforcent la confiance des enfants.

Donald Trump menace d'arrêter le commerce avec l'Espagne, après que celle-ci a refusé à l'aviation américaine l'accès à des bases militaires

Le président américain reproche également à Madrid de « n'avoir pas accepté de consacrer 5 % » de son PIB à des dépenses en matière de défense, comme le veut le nouvel objectif de l'OTAN, selon le monde fr. Le président américain, Donald Trump, a menacé, mardi 3 mars, de « cesser tout commerce avec l'Espagne », reprochant notamment au gouvernement socialiste de Pedro Sanchez de refuser à l'aviation américaine l'accès à des bases militaires situées en Andalousie, dans le cadre de la guerre déclenchée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran.

« Nous ne voulons pas entendre

parler de l'Espagne », a affirmé le président américain depuis la Maison Blanche, où il recevait le chancelier allemand Friedrich Merz. « L'Espagne a été terrible », a-t-il dit. « C'est le seul pays de l'OTAN qui n'a pas accepté de consacrer 5 % » de son PIB à des dépenses en matière de défense, comme le veut le nouvel objectif de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) poussé par Washington, a-t-il aussi rappelé. « L'Espagne a été très, très peu coopérative », a encore regretté Donald Trump.

Dans un communiqué, le gouvernement espagnol a réagi aux propos du président américain en assurant que l'Espagne était « un

partenaire commercial fiable pour 195 pays dans le monde », dont les Etats-Unis.

« Si l'administration américaine souhaite revoir [sa relation commerciale avec l'Espagne], elle devra le faire dans le respect de l'autonomie des entreprises privées, de la légalité internationale et des accords bilatéraux entre l'Union européenne et les Etats-Unis », précise ce communiqué. « Notre pays dispose des ressources nécessaires pour contenir d'éventuels impacts, aider les secteurs qui pourraient être affectés et diversifier les chaînes d'approvisionnement », est-il aussi écrit.

Lors d'une conférence de presse



donnée plus tôt dans la journée, le ministre des affaires étrangères espagnol, José Manuel Albares, avait affirmé n'avoir « eu aucune conversation avec aucun représentant nord-américain, ni aucune demande » au sujet des

bases militaires de Rota et Moron. « Nous n'avons reçu aucune plainte », a-t-il insisté. « Les bases que nous utilisons conjointement avec les Etats-Unis sont des bases sous souveraineté espagnole », a rappelé le ministre.

Le Royaume-Uni suspend les visas étudiants pour quatre nationalités et les visas de travail pour les Afghans

Londres affiche ainsi une volonté de durcir sa politique migratoire face à une explosion des demandes d'asile, selon le monde fr. Le gouvernement britannique a annoncé, mardi 3 mars, qu'il allait cesser d'accorder des visas étudiants aux Afghans, Camerounais, Birmans et Soudanais, et des visas de travailleur qualifié aux Afghans, en raison d'« abus » de personnes qui entrent au Royaume-Uni avec ces visas et demandent ensuite l'asile.

« Notre système de visas ne doit pas faire l'objet d'abus. C'est pourquoi je prends la décision sans précédent de refuser les visas aux ressortissants qui cherchent à exploiter notre générosité », a déclaré la ministre de l'intérieur britannique, Shabana Mahmood, citée dans un communiqué du Home Office. Cette décision entrera en vigueur le 26 mars, précise le ministère.

Cette annonce intervient alors que le gouvernement travailliste



de Keir Starmer a promis de réduire l'immigration légale et illégale au Royaume-Uni, dans un contexte de montée dans les sondages d'intentions de vote du parti anti-immigration Reform UK. Les demandes d'asile ont atteint un niveau record en 2024 (108 138 demandes), avant de légèrement reculer en 2025 (100 625). Londres justifie sa décision par le fait que les demandes d'asile de personnes entrées par des voies légales « ont plus que triplé depuis 2021 ». Les demandes effectuées par des étudiants en provenance

d'Afghanistan, du Cameroun, de Birmanie et du Soudan ont bondi de 470 % entre 2021 et 2025, selon le Home Office.

« Une action drastique est nécessaire » alors que le soutien financier aux demandeurs d'asile, dont 16 000 personnes venues des quatre pays visés, coûte « plus de 4 milliards de livres » par an au contribuable britannique, fait valoir le ministère. Entre septembre 2024 et septembre 2025, 2 900 visas d'étude ont été accordés à des ressortissants des quatre pays ciblés, ainsi que 90

visas de travailleur qualifié à des Afghans, pour 1 210 demandes d'asile déposées par des titulaires de tels visas.

Le gouvernement précise que, depuis 2021, le Royaume-Uni a accueilli plus de 37 000 Afghans dans le cadre de dispositifs mis en place après le retour des autorités talibanes au pouvoir en 2021, et que 190 000 visas au total ont été accordés pour des raisons « humanitaires » en 2025.

Un durcissement progressif de la politique migratoire

En novembre, le gouvernement travailliste a annoncé une réforme d'ampleur de la politique d'asile, visant à décourager les arrivées de migrants traversant la Manche sur de petites embarcations.

La réforme, dont d'autres dispositions devront faire l'objet d'un vote au Parlement, prévoit notamment que les réfugiés devront attendre vingt ans avant de pouvoir bénéficier d'un permis de résidence permanente.

Depuis lundi, le statut de réfugié

n'est accordé que pour une durée de trente mois renouvelable, au lieu de cinq ans précédemment, pour tous les nouveaux demandeurs.

Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à ouvrir davantage de voies d'accès légales pour les demandeurs d'asile, sans préciser à ce stade de dispositif.

Ce n'est pas la première fois que le pays utilise l'arme des visas dans sa stratégie de durcissement de sa politique migratoire. En novembre 2025, il a menacé de ne plus accorder de visas aux ressortissants d'Angola, de Namibie et de République démocratique du Congo, afin de pousser leurs gouvernements à accepter les expulsions par le Royaume-Uni de migrants illégaux originaires de ces pays.

« Quatre mois plus tard, une coopération a été mise en place avec ces trois pays. Des vols décollent et des migrants illégaux, ainsi que des criminels étrangers, sont renvoyés » dans leur pays, se félicite le Home Office.

Au Japon, un parti politique misant tout sur l'IA fait sensation



Team Mirai, fondé en 2025, a créé la surprise aux dernières

législatives avec 11 élus. Composée d'ingénieurs et de programmeurs, la formation

prône la généralisation de l'intelligence artificielle pour résoudre les problèmes du pays ; selon le monde fr.

Avec son catogan, ses tee-shirts et ses vestes, Takahiro Anno détonne dans la politique nippone. Le look est original et relax. Il n'empêche pas le trentenaire fondateur du parti Team Mirai (« l'équipe du futur ») d'avoir le triomphe modeste.

Il n'a pas fanfaronné malgré 11 élus aux législatives du 8 février – contre cinq espérés –

pour la petite formation dont le programme se résume à miser sur l'intelligence artificielle (IA) afin de résoudre les problèmes du Japon. « Nous sommes heureux d'avoir atteint notre objectif », a-t-il sobrement déclaré.

C'est pourtant un beau succès pour le parti créé en 2025 par cet ingénieur diplômé de la prestigieuse faculté d'ingénierie de l'université de Tokyo – il a eu comme professeur le gourou de l'IA au Japon, Yutaka Matsuo.

Né en 1990 à Tokyo, Takahiro

Anno a travaillé pour le Boston Consulting Group (un cabinet de conseil en stratégie), fondé deux start-up spécialisées en IA et écrit des nouvelles de science-fiction. Candidat indépendant en 2024 à l'élection du gouverneur de Tokyo, il a récolté 150 000 voix, se classant cinquième du scrutin. La « Team Anno » de bénévoles rassemblés à l'occasion a formé la base de Team Mirai. Dès juillet 2025, Takahiro Anno a été élu sénateur.

Bennacer de retour sur les terrains dans 10 jours



Éloigné des terrains depuis plusieurs semaines, Ismaël Bennacer pourrait reprendre la compétition très bientôt. Blessé aux ischio-jambiers lors du match Algérie-RDC 1-0 (1/8 finale de la CAN), Bennacer avait repris avec son club le 25 janvier, hélas, il a rechuté pour sa première sortie après la CAN. Depuis, il fut soumis à un protocole médical afin de se rétablir de cette blessure musculaire récurrente. Comme par le passé, Bennacer est allé se soigner à Aspetar (Qatar), une clinique qu'il fréquente depuis des années. Sur place, le poumon de l'EN bénéficie d'une bonne prise en charge médicale, et d'après Sportske novosti, sa

blessure est totalement guérie. Après avoir repris l'entraînement il y a une semaine, Ismaël était attendu ce mardi (hier) à Zagreb, a dévoilé le média croate. Toutefois, il va patienter quelques jours avant de reprendre la compétition avec le Dinamo Zagreb. Selon les prévisions, le milieu de terrain prêté par l'AC Milan est attendu pour le match Dinamo Zagreb-Slaven Koprivica prévu le 14 mars. **Deux rencontres avant le stage** Une fois de retour sur les terrains, Ismaël Bennacer espère que cette fois son corps le laissera tranquille. Victime de blessures musculaires à répétition, le meilleur joueur de la CAN 2019 est conscient qu'un nouveau pépin de santé

lui sera préjudiciable et cela pour plusieurs raisons : D'abord pour ce qui est de son avenir en club, comme on le sait, son prêt au Dinamo Zagreb prend fin à l'issue de la saison, et d'après les rumeurs, le club croate hésiterait à prolonger son bail, justement à cause de sa fragilité physique. Pour le même motif, l'AC Milan serait moins enthousiaste pour le récupérer. Toujours est-il que la question de son avenir en club serait le dernier de ses soucis actuellement. Pour Bennacer, le plus important pour lui reste son éventuelle participation à la Coupe du monde 2026, une compétition à laquelle il n'a jamais goûté jusqu'à présent. Sachant que le prochain stage prévu fin mars

sera décisif, puisqu'à l'issue duquel Vladimir Petkovic devrait voir dans quel état physique sont les joueurs, avant de préparer sa liste qu'il dévoilera au mois de mai. Pour Ismaël, qui est un des cadres de la sélection et qui est d'autre part un élément sur lequel le coach national compte beaucoup, il n'aura en tout et pour tout que deux matchs dans les jambes disputés avec le Dinamo (le 14 et 21 mars) avant le début du regroupement de la sélection nationale. Du coup, on s'interroge si le manque de compétition n'aura pas des répercussions négatives sur sa forme physique, lui qui, depuis le match contre la RDC du 6 janvier, n'a joué que 23 minutes pour sa dernière sortie

avec le Dinamo Zagreb (25 janvier). Mais un détail pourrait jouer en sa faveur : Petkovic, qui connaît bien sa valeur, même s'il constatera qu'il est à court de rythme, ne tranchera pas à l'issue du stage de mars sur sa participation à la Coupe du monde Le coach national attendra probablement le mois de mai pour décider de le retenir ou non à la compétition planétaire. Entre temps, on va se croiser les doigts et espérer qu'il ne se blesse à nouveau ! Ce qui est le vœu des supporters d'E l Khadra et de Vladimir Petkovic, bien entendu. M.S.

Gros désaccord entre le clan Mbappé et le Real Madrid



Même blessé, Kylian Mbappé occupe les médias espagnols. Ce mercredi, il est question d'un désaccord entre le Real Madrid et le clan KM10 concernant son état et son temps de récupération. Hier, le Real Madrid a annoncé la grave blessure de Rodrygo, victime d'une rupture du ligament croisé antérieur et une rupture du ménisque externe de la jambe droite. Un nouveau coup dur pour les pensionnaires du stade Santiago-Bernabéu, dont l'infirmerie est pleine à craquer. Kylian Mbappé y a pris place depuis quelques jours. Le Français souffre depuis plusieurs mois d'un problème au genou. Mais personne ne connaissait

précisément la nature exacte de son mal. Lundi, la Casa Blanca a mis un terme à ce mystère et a enfin communiqué officiellement sur son état de santé. Le calendrier de la discorde « Après les examens réalisés par des médecins spécialistes français, sous la supervision des services médicaux du Real Madrid, le diagnostic d'entorse au genou gauche est confirmé, ainsi que la pertinence du traitement conservateur actuellement suivi. Évolution à suivre.» Comme à l'accoutumée, le club n'en a pas dit plus sur la durée de son absence. Un point qui crée de nouveaux désaccords entre les Madrilènes et le clan

Mbappé. Un clan qui serait mécontent de sa gestion par le staff médical du Real Madrid. Il est d'ailleurs allé consulter en France, où il poursuit son travail dans la capitale. Ce mercredi, la Cadena SER fait un nouveau point sur son cas et évoque le nouveau souci qui oppose le capitaine de l'équipe de France à son club. Ainsi, la radio espagnole révèle que les Merengues estiment qu'il faudra environ trois semaines afin que KM10 soit remis. Ils espèrent pouvoir compter sur lui lors du 1/8e de finale retour de Ligue des Champions face à Manchester City. De son côté, l'entourage de l'attaquant n'est pas de cet avis-là. Le clan Mbappé n'est

pas d'accord avec le calendrier fixé par Madrid et estime que cette blessure est plus sérieuse et grave qu'il n'y paraît. Mbappé ne prendra aucun risque Il rappelle aussi qu'il reste moins de 100 jours avant la Coupe du Monde, à laquelle l'ancien joueur du PSG veut participer. Journaliste pour la SER, Anton Meana, qui a échangé avec la famille Mbappé, a indiqué : « le ligament croisé postérieur gauche du joueur est à bout. On parle d'entorse, puisque c'est ce qu'indique le rapport médical, mais la blessure est sérieuse. Il reste 100 jours avant la Coupe du monde, et Mbappé ne peut se permettre d'en perdre un seul. Ces 100 jours sont cruciaux pour

sa guérison complète. Jouer un match serait risqué, et il ne veut prendre aucun risque.» KM10 ne prendra aucun risque selon lui. « Si le Real Madrid perd 0-3 ici, il ne risquera pas sa jambe en essayant de revenir au match retour. Son entourage dit qu'il a besoin de récupérer correctement. Sa blessure est qualifiée d'entorse parce que c'est ce qu'indique le rapport médical, mais le temps de récupération et le fait que Mbappé soit un dur à cuire... Cela me fait douter.» Le feuilleton semble donc parti pour durer. Il reste à savoir qui aura raison entre le Real Madrid et Kylian Mbappé, stoppé en plein élan.



"MacBook Neo" : Apple laisse fuiter le nom de son futur MacBook abordable

Un document réglementaire brièvement mis en ligne évoque un « MacBook Neo ». Apple pourrait ainsi officialiser dès demain un nouveau portable plus accessible.

La mécanique est en général parfaitement huilée. Cette semaine, Apple lance de nombreux produits, à commencer par l’iPhone 17e ce lundi 2 mars, puis les MacBook Air M5 et les MacBook Pro M5 Pro et M5 Max. Si les rumeurs avaient déjà dévoilés ces appareils, aucune information n’était sortie officiellement des locaux de la marque. Et là, patatras. Apple s’apprêterait à lever le voile sur un tout nouveau MacBook à prix réduit, mais avant même l’annonce officielle, un détail crucial aurait fuité : son nom. Un document réglementaire mentionnant un « MacBook Neo

(Model A3404) » a été repéré en ligne avant d’être retiré, laissant peu de place au doute sur la stratégie de la marque. D’après les informations repérées par MacRumors, Apple aurait accidentellement publié un document réglementaire faisant référence à un produit encore non annoncé : le « MacBook Neo ». La page en question n’est désormais plus accessible, mais la mention du modèle A3404 a suffi à alimenter les spéculations. Ce nom marquerait une rupture dans la gamme. Apple a déjà utilisé l’appellation « MacBook » seule par le passé, mais l’ajout du suffixe « Neo » suggère un positionnement distinct, probablement en dessous du MacBook Air. Selon les rumeurs précédentes, ce modèle serait le premier Mac à embarquer une puce issue de l’iPhone, et



non un processeur de la gamme Apple Silicon optimisée pour les ordinateurs. L’utilisation d’un tel nom permettrait à Apple de clarifier son offre : un ordinateur portable plus léger en termes de performances, mais aussi

plus accessible financièrement. Le choix de « Neo » évoque un nouveau départ ou une déclinaison modernisée, sans pour autant brouiller la hiérarchie actuelle dominée par les MacBook Air et MacBook Pro.

Fun fact pour terminer : Apple a déjà employé le terme « Neo » cette semaine pour un accessoire : le bracelet Hermès Néo Tricot pour Apple Watch. Reste désormais à savoir si le « MacBook Neo » sera officialisé dès demain, comme l’anticipent plusieurs sources.

Ironie de la situation Les États-Unis frappent l'Iran avec un clone de son propre drone suicide Shahed !

Les États-Unis ont lancé l’opération Epic Fury en Iran en déployant pour la première fois le drone Lucas, clone low-cost du Shahed-136 iranien. Cette munition volante à prix réduit illustre la nouvelle stratégie occidentale fondée sur la saturation des défenses ennemies, plutôt que sur la seule haute technologie.



L’opération américano-israélienne Epic Fury contre l’Iran a débuté le 28 février sans que l’on sache vraiment quels en sont les buts de guerre ni, du moins, ce que sera « le jour d’après ». Parmi les engins employés pour la déferlante de frappes sur les cibles stratégiques iraniennes figure un drone d’attaque américain d’un nouveau genre : le Lucas. Déployé aux côtés de missiles de croisière, de bombardiers et des forces aériennes traditionnelles, ce drone est, ironie de la situation, une version américaine du Shahed-136 iranien. Produit par Téhéran, ce dernier a été abondamment utilisé par la Russie pour frapper les centres urbains en Ukraine depuis

fin 2022. Rebaptisé Geran et désormais produit massivement en Russie, ce drone suicide fait toujours des ravages en Ukraine. Conscient de l’intérêt de ces munitions rôdeuses relativement bon marché, l’Occident multiplie les expérimentations autour de ce type de drones. Alors que les États-Unis et les Européens avaient tout misé sur la haute technologie, le conflit russo-ukrainien leur a démontré que le low-cost produit en masse compte beaucoup. Ainsi, les Américains ont procédé à de la rétro-ingénierie à partir d’un exemplaire de Shahed-136 capturé. Conçu par SpektreWorks, une entreprise basée en Arizona, le Lucas (Low-

Cost Unmanned Combat Attack System) reprend l’architecture générale du drone iranien, avec ses ailes delta conçues pour une stabilisation naturelle et un vol prolongé à vitesse modérée. Un clone stratégique L’aéronef est propulsé par un moteur thermique à hélice positionné à l’arrière. Cette configuration lui permet à la fois de réduire l’empreinte radar et de voler plusieurs centaines de kilomètres à une altitude de croisière optimisée pour une faible consommation de carburant. Il navigue avec un mix de systèmes inertiels classiques et du GPS/GNSS. Tout comme le Shahed-136

iranien, il peut être lancé via une catapulte ou prendre rapidement de l’altitude par fusée, avant de démarrer son moteur. Comme il s’agit d’une munition volante qui tombe sur sa cible, son nez est donc équipé d’une charge explosive. Celle-ci serait d’environ 18 kilos. Ce n’est pas significatif, mais suffisant pour que l’ennemi consomme énormément de munitions défensives pour tenter de l’abattre. Car il faut savoir que les systèmes anti-aériens ne sont pas conçus spécifiquement pour détruire ce genre d’appareil, relativement lent et petit. Ils sont faits pour neutraliser des missiles rapides. Un essaim de ce type de drone fait consommer beaucoup de munitions à l’ennemi. Du fait de l’attrition, des missiles plus coûteux et performants passent les défenses pour neutraliser les cibles stratégiques. Le coût estimé de ce drone tourne autour de 30 000 à 35 000 dollars. Un prix dérisoire par rapport aux missiles guidés classiques qui peuvent coûter plusieurs centaines de milliers de dollars à l’unité. Armes de masse abordables

L’emploi de systèmes comme Lucas reflète une évolution majeure dans la doctrine militaire américaine et occidentale. La supériorité ne repose plus seulement sur des systèmes coûteux et sophistiqués, mais aussi sur la production en quantité d’armes efficaces à bas coût, capables de saturer les défenses ennemies. Le Lucas n’est pas un Shahed-136 classique et ne se limite pas à sa fonction de munition à usage unique. Il a été modifié pour plus de polyvalence. Il est donc capable d’accueillir différentes charges utiles - par exemple, pour faire de la reconnaissance ou de la guerre électronique. À mesure que les technologies d’autonomie, de communication sécurisée et d’intelligence artificielle progressent, on peut s’attendre à ce que ces systèmes low-cost deviennent plus sophistiqués, voire capables de coordination en essaim pour saturer encore plus efficacement les défenses.



Annaba célèbre les Nuits du Ramadan

Trois soirées artistiques au service de la créativité juvénile

Sara Boueche

Dans le cadre de la célébration des Nuits du Ramadan 2026, la société Mediacorp, spécialisée dans la production audiovisuelle et l’organisation d’événements culturels, a orchestré une série de soirées artistiques en coordination avec la Maison de la Culture Mohamed Boudiaf, sous la supervision de la Direction de la Culture de la wilaya d’Annaba.

Organisée du 1er au 3 mars 2026, cette manifestation culturelle s’est déroulée dans une atmosphère ramadanesque empreinte de convivialité et de raffinement artistique. L’événement a bénéficié du soutien de la marque Hamoud Boualem, à travers sa gamme D’ART, contribuant ainsi à la réussite logistique et promotionnelle de la rencontre.



Les trois soirées ont proposé un programme éclectique, conjuguant musique contemporaine et répertoire algérien authentique. Cette diversité artistique a permis de répondre à une pluralité de sensibilités culturelles, tout en mettant en lumière la richesse du patrimoine musical national et son ouverture sur les tendances actuelles.

L’un des axes majeurs de cette initiative a consisté à offrir une

tribune aux jeunes talents. En effet, la scène a été ouverte à de nouvelles voix et à des artistes émergents, leur permettant d’exprimer leur créativité devant un public attentif et engagé. Cette démarche s’inscrit dans une volonté affirmée de repérer, accompagner et valoriser les potentialités artistiques locales.

Au-delà de la dimension festive, cette série de concerts s’inscrit dans une stratégie plus large d’animation de la scène culturelle à Annaba. Forte de son expertise organisationnelle, Mediacorp a veillé à assurer un encadrement technique et artistique rigoureux, garantissant ainsi la qualité des prestations et le succès des soirées.

Pour sa part, la Direction de la Culture de la wilaya d’Annaba réaffirme son engagement en faveur de l’ouverture des institutions culturelles aux

jeunes créateurs. Elle souligne l’importance de faire des espaces culturels de véritables plateformes d’expression, de formation et de rayonnement artistique. À travers ce type d’initiatives, la culture est envisagée comme un levier structurant du développement local, contribuant à la consolidation des valeurs d’innovation, de citoyenneté et de cohésion sociale.

Ainsi, les Nuits du Ramadan 2026 auront constitué, à Annaba, un moment privilégié de communion artistique et un témoignage tangible du dynamisme culturel qui anime la ville.

Nuit des musées tunisiens

Dix-huit musées publics accueilleront le public en ouverture exceptionnelle de 21h00 à 23h30, le 13 mars, à l’occasion de la sixième édition de la « Nuit des musées tunisiens ». L’événement est organisé par l’Agence de mise en valeur du patrimoine et de promotion culturelle sous l’égide du Ministère des Affaires culturelles. L’initiative s’inscrit dans le programme culturel du mois de Ramadan.

La manifestation, organisée en collaboration avec l’Institut national du patrimoine, vise à démocratiser l’accès aux institutions muséales en proposant une programmation en soirée dans plusieurs régions du pays.



Le Centre de présentation de l’histoire et des monuments de la Médina de Tunis participera également à cette ouverture exceptionnelle, élargissant l’offre culturelle au cœur de la capitale.

Parmi les établissements concernés figurent le Musée national du Bardo et le musée paléochrétien de Carthage, ainsi que plusieurs musées

archéologiques répartis sur l’ensemble du territoire : musée archéologique de Nabeul, musée archéologique de Kerkouane, musée archéologique de Sousse, musée archéologique d’Enfidha, musée archéologique de Sbeitla, musée archéologique de Makthar, musée archéologique de Mahdia et musée archéologique d’El Jem.

RDV Culturel



Le ministère de la Culture dépêche une équipe technique spécialisée pour la restauration du monument Aïn El-Fouara à Sétif

Une équipe technique spécialisée du Musée public national de Cherchell s’est rendue dans la wilaya de Sétif pour entamer les travaux de restauration du monument Aïn El-Fouara, récemment ciblé par un acte de vandalisme, indique, mardi, un communiqué du ministère de la Culture et des Arts.

Sur instruction directe de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, «l’équipe technique spécialisée a entamé des travaux de restauration minutieux portant sur la réinstallation des parties endommagées et le traitement des fissures, conformément aux normes scientifiques et techniques les plus récentes adoptées au niveau international

en matière de conservation des oeuvres d’art, afin de restituer l’aspect originel du monument et sa valeur esthétique et patrimoniale», précise la même source.

A cet égard, le ministère a souligné avoir pris «toutes les procédures légales nécessaires afin de poursuivre en justice les auteurs de cet acte de

vandalisme, en application de la législation en vigueur et dans le cadre de la protection des biens culturels».

Le ministère a, en outre, renouvelé son appel aux citoyens et aux acteurs de la société civile afin de préserver les biens culturels en tant que patrimoine civilisationnel commun.





Olivier Saillard, Jean-Charles de Castelbajac, «K-Beauty», «Africa Fashion» : quatre expositions consacrées à la mode à découvrir à Paris

La Fondation Cartier, le Théâtre national de Chaillot, le musée Guimet, le Quai Branly à Paris ouvrent leur porte à la mode au mois de mars.

Lors de la Paris Fashion Week présentant les collections féminines de l'automne-hiver 2026-2027 et pendant tout le mois de mars, Paris bouillonne de lieux, parfois gratuits, où la création de mode est à l'honneur. Suivez le guide.

Olivier Saillard, le Musée Vivant de la Mode à la Fondation Cartier Du 6 au 21 mars, Oivier Saillard - actuellement directeur de la Fondation Alaïa et directeur artistique, image et culture de la marque J.M. Weston - investit les espaces d'exposition de la Fondation Cartier pour raconter une histoire de la mode en mouvement à travers Le Musée Vivant de la Mode, un programme d'exposition, d'installation, de performances et de conférences, imaginées et conçues pour la Fondation Cartier au Palais Royal. En résonance avec les anciens Grands Magasins du Louvre où sont nées les premières «robes toutes faites», qui ont préfiguré l'industrie nouvelle de la confection et du prêt-à-porter, Olivier Saillard déploie une histoire de la mode statutaire, poétique, sensible et intime des vêtements du quotidien, reprisés et méprisés des musées officiels. Vêtements ordinaires et de haute couture, images, textes mis en pages sur les corps, documents graphiques, photographies, vêtements d'archives, vêtements déchirés, gestes, poses et démarches racontent cette histoire inédite.

Dans le cadre de la série de projets artistiques que présente la Fondation Cartier en partenariat

avec la RATP dans la Galerie Valois, Olivier Saillard prolonge jusqu'en mai Le Musée Vivant de la Mode jusqu'aux vitrines situées en sous-sol du métro Palais-Royal, au cœur de cette galerie contemporaine des Grands Magasins du Louvre, révélant leur architecture de bois en façade typique de la Belle Époque.

«Chaillot Expérience mode» au Théâtre national de la danse

À l'occasion de la seconde édition du Chaillot Expérience Mode, Chaillot célèbre la porosité entre les arts chorégraphiques et la mode, les 13 et 14 mars. Avec Chaillot Expérience, le Théâtre national de la Danse affirme plus que jamais son rôle de maison de création, de lieu de recherche, de croisements et d'audace. Ici, les disciplines se rencontrent car Chaillot les réunit, les met en dialogue. Danse, musique, arts plastiques, mode... Tout devient matière à inventer ensemble, à transformer en un geste collectif et vivant. Cette performance initiée par Jean-Charles de Castelbajac, figure iconique de la mode, est une proposition, pensée comme un moment unique, une œuvre éphémère où tout se crée en direct. La danse de Léo Walk et de ses interprètes, le trait de Castelbajac dessinant en live... Autant de langages qui se répondent, s'aimantent et s'inventent sous nos yeux. Le créateur Jean-Charles de Castelbajac initie une rencontre inédite avec le chorégraphe Léo Walk et ses danseurs autour d'une danse physique et sensible. Et tandis que le mouvement s'invente sous nos yeux, Jean-Charles de Castelbajac croque en direct : des esquisses jaillissent, saisies dans l'instant, capturant

l'énergie des corps et la poésie du moment. Le geste graphique répond au geste dansé, faisant de la scène un espace de création totale. Cette performance incarne l'esprit de Chaillot, lieu de toutes les audaces artistiques, où la danse dialogue avec la musique, la mode, les arts plastiques et les imaginaires contemporains. Ici les disciplines s'entrelacent pour faire naître une œuvre collective, vivante et éphémère.

«K-Beauty. Beauté coréenne, histoire d'un phénomène» au musée Guimet

K-Beauty met en lumière l'évolution mais aussi la pérennité du concept de beauté coréenne, de la seconde moitié du XVIIIe siècle au monde contemporain. Réunissant des chefs-d'œuvre issus des collections du musée Guimet et d'institutions sud-coréennes (peintures, photos, publicités, robes et accessoires de beauté du XVIIIe siècle à nos jours) du 18 mars au 6 juillet, l'exposition en décrypte les codes et montre comment ceux-ci s'inscrivent dans une tradition séculaire, entre équilibre et vertu, naturel et sophistication. À la fin du XVIIIe siècle, la Corée dominée par le courant néo-confucianiste célèbre une esthétique féminine particulière : vêtements fluides, peau pâle, maquillage et coiffures raffinées. Les peintres qui immortalisent ces beautés, dont Shin Yun-bok, participent à l'élaboration d'un patrimoine visuel qui influence la culture populaire coréenne où les cosmétiques puisent dans la pharmacopée traditionnelle, lie beauté, harmonie et équilibre intérieur. Marqué par des dominations et influences étrangères successives, le XXe siècle en Corée voit l'émergence de codes esthétiques nouveaux.



Photographie, cinéma et industrie cosmétique naissante diffusent ces nouvelles normes tandis que le «miracle économique coréen» met patrimoine, art et cosmétique au cœur du discours culturel. Dès les années 2000, la Hallyu (la vague coréenne) consacre le soft power sud-coréen : la K-Beauty, mêlant tradition et innovation, marque le cinéma, la mode, la littérature mais aussi la K-Pop, et conquiert le monde. Ici les visiteurs découvriront comment s'est consolidée une esthétique coréenne, dont certains canons - forgés depuis le royaume de Joseon tardif (1392-1910) - ont conservé leur attrait jusqu'à nos jours et ont fait l'objet d'hommages et de relectures. «Africa Fashion» au Quai Branly Après avoir conquis New York, Chicago, Melbourne et Montréal, l'exposition Africa Fashion, conçue par le Victoria and Albert Museum de Londres, arrive à

Paris du 31 mars au 12 juillet. Elle propose un dialogue entre la mode contemporaine africaine et les riches collections historiques du musée du quai Branly – Jacques Chirac. Cette exposition célèbre l'essor fulgurant de la scène africaine de la mode, portée par une nouvelle génération de créateurs. Entre inspiration et innovation stylistique, leurs créations célèbrent une scène artistique dynamique aussi variée que le continent lui-même. Africa Fashion présente la mode africaine comme une forme d'art qui se définit elle-même et qui révèle la richesse et la diversité des histoires et des cultures africaines. Le musée met en lumière sa collection de textiles, accessoires et bijoux africains ainsi qu'une sélection de photographies issues de ses archives.

Le projet de Centre Pompidou à Jersey City, près de New York, abandonné

Le nouveau maire de Jersey City a choisi de construire plutôt «des logements abordables».

Il n'y aura pas de Centre Pompidou à Jersey City (New Jersey), près de New York (Etats-Unis). Le projet, dont l'ouverture était encore programmée l'an dernier «à l'horizon 2030», a été officiellement enterré, a confirmé mardi 3 mars le nouveau maire de cette ville auprès de l'institution

culturelle parisienne. Alors que le projet avait déjà été suspendu en 2024 pour son coût jugé exorbitant par les collectivités locales, la ville affirme avoir choisi de construire plutôt «des logements abordables» et un «espace communautaire». Dans un communiqué, le Centre Pompidou a dit prendre «acte de cette décision, liée aux aléas que peuvent connaître le développement de projets au

long cours, et reste plus que jamais déterminé à partager sa collection avec de nouveaux publics». Initialement annoncée pour 2024, l'ouverture d'une antenne du grand musée parisien d'art moderne et contemporain dans la banlieue de New York avait été reportée à 2027, puis à 2030, après des retards pris lors de la pandémie de Covid notamment. Le Centre Pompidou multiplie les implantations à l'étranger

Présent à Malaga, Shanghai et à AlUla (Arabie saoudite), le Centre Pompidou doit en 2026 ouvrir un musée à Séoul et rouvrir celui de Bruxelles. Il travaille aussi à la création d'un lieu au Brésil, près des chutes d'Iguaçu, pour 2028. Située sur la rive ouest du fleuve Hudson, face à Manhattan, Jersey City est une ancienne ville industrielle en pleine transformation - et gentrification - depuis les années 1980. Elle

attire un nombre croissant d'artistes, avec l'augmentation vertigineuse des loyers new-yorkais. La mégapole compte plusieurs musées majeurs offrant des collections d'art moderne et contemporain : le MoMA, le Whitney, le Metropolitan Museum, le Guggenheim ou encore le New Museum, qui doit rouvrir le 21 mars.



L'huile de coco est-elle bonne pour la santé ?

Quand certains la portent aux nues pour sa richesse en acides gras à chaîne moyenne, d'autres pointent du doigt sa forte teneur en graisses saturées. Que penser réellement de l'huile de coco ? Réponses d'Alexandra Murcier, diététicienne nutritionniste. Longtemps absente des cuisines françaises, l'huile de coco est récemment revenue sur le devant de la scène, principalement par le biais du régime cétogène. Aujourd'hui, chaque Français consomme en moyenne près de 600 grammes de produits à base de coco par an, un chiffre en nette progression ces dernières années. Derrière son image exotique et ses promesses santé, cette huile ne fait pas consensus chez les nutritionnistes.

Nutrition : quelle est la composition nutritionnelle de l'huile de noix de coco ?
L'huile de coco est une matière grasse presque pure, puisqu'elle est composée à plus de 99 % de lipides, avec une teneur négligeable en eau, protéines ou glucides. Les triglycérides contenus dans l'huile de coco ont une particularité : ils sont majoritairement constitués d'acides gras à chaîne plus courte que ceux que l'on trouve habituellement dans les graisses animales, qui sont surtout à chaîne longue. On les appelle triglycérides à chaîne moyenne (TCM). Le plus représenté est l'acide laurique (45 à 50 % des lipides), mais on trouve aussi des acides caprylique et caprique (6 à 10 %), également à chaîne moyenne. Néanmoins, l'huile de coco contient aussi des triglycérides à chaîne longue : 15 à 20 % d'acide myristique et 8 à 10 % d'acide palmitique. « En revanche, l'huile de coco contient très peu d'acides gras insaturés, qui sont les plus cardioprotecteurs. 5 à 7 % d'acide oléique, un acide gras mono-insaturé également présent dans l'huile d'olive, et moins de 2 % d'acide linoléique, un acide gras poly-insaturé essentiel aussi appelé omga-3 », ajoute l'experte. Sur le plan micronutritionnel, l'huile de coco vierge contient de petites quantités de polyphénols antioxydants, qui contribuent à sa bonne résistance à l'oxydation,



mais elle est très pauvre en vitamines liposolubles. **Quels sont les bienfaits et propriétés de l'huile de coco ?**

Contrairement à ce que disent ses défenseurs, l'huile de noix de coco ne présente pas que des atouts santé. Sa particularité principale est sa richesse exceptionnelle en acides gras saturés (90 %), bien plus élevée que le beurre ou le saindoux. Pour rappel, les acides gras saturés sont associés à un risque accru de maladies cardiovasculaires, car ils favorisent l'élévation du LDL cholestérol, à savoir le mauvais cholestérol. Pour autant, elle se distingue des graisses animales par une grande proportion d'acide laurique, qui est certes saturé mais qui appartient à la catégorie des TCM. Sur le plan métabolique, ses acides caprylique et caprique sont par ailleurs rapidement utilisés comme source d'énergie par le foie et peuvent favoriser la production de corps cétoniques. « C'est la raison pour laquelle l'huile de coco fait partie des graisses phares du régime cétogène », ajoute l'experte. Pour autant, l'image de « super graisse » prêtée à l'huile de coco ces dernières années est largement exagérée. « Elle reste trop riche en graisses saturées défavorables à la santé cardiovasculaire, et dénuée d'acides gras essentiels oméga-3 cardioprotecteurs », souligne Alexandra Murcier. Si l'huile de coco peut être utilisée sans problème de façon occasionnelle, notamment pour la cuisson ou pour des usages culinaires spécifiques, elle ne devrait pas constituer une source principale et

régulière de matière grasse. « Elle n'est ni miraculeuse ni à diaboliser, mais doit rester un élément secondaire dans une alimentation équilibrée », conclut la diététicienne.

Cuisson : est-elle bonne ou mauvaise en cuisine ?

La composition lipidique de l'huile de coco lui confère une grande stabilité à la cuisson et une faible sensibilité à l'oxydation, ce qui en fait une huile techniquement robuste pour la cuisson. Néanmoins, il convient de différencier l'huile de coco vierge et l'huile de coco raffinée, qui n'ont pas le même point de fumée, à savoir la température à laquelle une huile commence à se décomposer et à produire de la fumée, ce qui peut altérer le goût des aliments et générer des composés potentiellement nocifs. L'huile de coco vierge (non raffinée) a un point de fumée relativement bas, autour de 175 – 200 °C, ce qui la rend plus adaptée pour les cuissons douces - sautés à feu moyen, au four à température modérée - ou pour ajouter aux plats après cuisson. L'huile de coco raffinée a, quant à elle, un point de fumée plus élevé, autour de 200 – 230 °C. Elle peut donc supporter des cuissons plus chaudes comme les fritures. « Notons toutefois que son léger goût de coco ne convient pas à toutes les préparations », précise Alexandra Murcier.

L'huile de coco est-elle meilleure que le beurre ?

L'huile de coco et le beurre ont tous les deux des points forts et des limites. « Ils ont une proportion d'acide gras saturés à peu près équivalente. L'huile de coco se démarque par la présence d'acide laurique

(TCM) moins facilement stockable par l'organisme. Le beurre a l'avantage de contenir des vitamines liposolubles - A, D, E et K - intéressantes pour la santé », indique la nutritionniste. Côté utilisation en cuisine, l'huile de coco raffinée est plus stable à haute température et donc plus adaptée à la cuisson. En pratique, ni l'un ni l'autre n'est « magique » pour la santé. On peut dire que l'huile de coco peut être un meilleur choix pour certaines cuissons chaudes ou pour limiter l'oxydation des graisses, tandis que le beurre apporte des micronutriments et une richesse gustative intéressante, mais doit être utilisé avec modération.

L'huile de coco est-elle meilleure que l'huile d'olive ?

Si l'on parle de santé générale et prévention cardiovasculaire, l'huile d'olive gagne clairement le match. « L'huile d'olive est pauvre en graisses saturées, et très riche en acides gras mono-insaturés, comme l'acide oléique, et en polyphénols antioxydants. Ces composés sont associés à une réduction du mauvais cholestérol (LDL) et à une meilleure santé cardiovasculaire », tranche Alexandra Murcier. Côté cuisson : le point de fumée de l'huile d'olive est de 190 – 210 °C. Elle résiste donc assez bien à la cuisson modérée (jusqu'à 180 – 200 °C), mais peut se dégrader à très haute température. Donc si l'on cherche une huile stable pour cuire à feu plus fort et qu'on aime son goût exotique, l'huile de coco raffinée est plus adaptée.

Peut-on en manger en cas de cholestérol ?

Comme expliqué précédemment, l'huile de coco contient presque exclusivement des acides gras saturés, dont la consommation excessive est associée à une élévation du cholestérol sanguin. Ses défenseurs mettent en avant le fait que trois d'entre eux (laurique, caprylique et caprique) sont des TCM, qui augmentent principalement le HDL, à savoir le « bon » cholestérol. Mais dans les faits, ils augmenteraient aussi le LDL ou « mauvais » cholestérol, qui est associé à des risques cardiovasculaires plus élevés. Pour cette raison, des institutions sanitaires telles l'Organisation

mondiale de la santé et l'American Heart Association recommandent de limiter la consommation globale d'acides gras saturés, y compris ceux provenant de l'huile de coco. **Corps, cheveux, peau : quelle utilisation et bienfaits en cosmétique ?**

L'huile de coco est très prisée en cosmétique pour ses propriétés hydratantes, protectrices et nourrissantes. L'acide laurique qu'elle contient en forte proportion possède par ailleurs des propriétés antimicrobiennes reconnues. Pour la peau, elle agit comme un émollient naturel et est particulièrement recommandée pour hydrater et adoucir les peaux sèches. Elle peut également apaiser les zones très sèches comme les coudes ou les talons, en formant un léger film protecteur contre la déshydratation. Elle peut être aussi utilisée comme démaquillant doux, à condition d'être bien rincé avec une solution aqueuse pour éliminer tout résidu d'huile sur la peau. L'effet antimicrobien de l'huile de coco peut être intéressant pour prévenir ou apaiser des affections cutanées légères liées à des bactéries ou champignons, comme les petites mycoses superficielles (pieds d'athlète), les pellicules ou l'eczéma léger, en soutenant la barrière cutanée et en limitant la prolifération microbienne. Attention toutefois, elle est déconseillée aux peaux grasses ou sujettes à l'acné car elle peut obstruer les pores. Pour les cheveux, elle est souvent utilisée comme masque ou avant-shampooing. Elle pénètre bien la fibre capillaire, nourrit en profondeur et aide à limiter les frisottis et la casse. Elle est particulièrement efficace sur les cheveux secs, abîmés ou bouclés. Pour les personnes qui ont les racines grasses et les pointes sèches, l'application se fait uniquement sur les pointes en évitant soigneusement le cuir chevelu. Pour les ongles, l'huile de coco appliquée sur les cuticules nourrit la peau autour de l'ongle et aide à renforcer l'ongle lui-même, le rendant moins cassant.



Rigatoni à l'italienne



Ingrédients
Pour la sauce
2 cuillères à soupe d’huile d’olive
300 g de boeuf haché
3 saucisses (récupérer leur chair)
1/2 tasse d’oignon finement haché
2 cuillères à café d’ail émincé
coulis de tomate
1 bonne cuillère à soupe de concentré de tomate diluée dans un peu d’eau
sel et poivre, paprika
3 feuilles de laurier
Pour l’assemblage
un kg de pâte cuites à l’eau aldenté
2 tasses de fromage mozzarella râpé
1 c à c d’origan
2 cuillères à soupe de persil haché
Instructions
Préchauffer le four à 180 degrés . faites cuire les pâtes à l’eau salées selon les instructions du fabriquant .



Pour la sauce
Chauffer l’huile dans une grande poêle à feu moyen-vif. Ajouter le bœuf haché et la saucisse(sans leur peau) dans la poêle. Assaisonnez la viande avec du sel et du poivre et paprika. Faites cuire la viande pendant 3-4 minutes en la brisant en petits morceaux avec une cuillère. Ajoutez l’oignon dans la poêle. Cuire encore 5 minutes ou jusqu’à ce que la viande soit dorée et bien cuite et que l’oignon soit ramolli. Ajouter l’ail et cuire 30 secondes. Ajouter la sauce marinara et la sauce tomate à la poêle et porter la sauce à ébullition. Laisser mijoter la sauce pendant

5 minutes ou jusqu’à ce qu’elle épaississe
Pour l’assemblage
Mélanger les pâtes cuites avec la sauce.
Versez le mélange de pâtes dans le plat préparé et garnissez de fromage mozzarella. saupoudrer d’origan le fromage
Cuire à couvert pendant 20 minutes, puis découvrir et cuire encore 15 à 20 minutes ou jusqu’à ce que les pâtes bouillonnent et que le fromage soit fondu et doré. Saupoudrer de persil. Laisser reposer 5 minutes, puis servir.

Crumble salé légumes



Ingrédients :
-6 tomates de couleurs
-poivrons grillés
-140g de farine
-4 c. a s.
-75g de comté rappé
-90g de beurre mou
-sel/poivre -feuille de basilic
Instructions :
Première Étape
détaillez les poivrons en dés les oignons et mettez les dans un moule à four
ajoutez l’ail écrasé, sel, poivre et

l’huile d’olive
ajoutez une couche de tomate en rondelle
Préchauffez le four à 180 °C (th.6).
Dans un saladier, mélangez le beurre, la farine et le fromage pour obtenir un mélange sableux. Répartissez le contenu dans le plat à gratin par-dessus. Enfournez 30 min. décorez avec le basilic. Servez chaud.

Brioche facile



Ingrédients :
pour la brioche
500g farine
180 ml lait
50g beurre fondu
2 c à s sucre
1oeuf
20g levure boulangère
sel
pour le caramel
1 verre de sucre
Pomme épluché et coupé en dés
Lait concentré sucré
zeste de citron
Instructions :
Pour Le Caramel
Coupez les pommes en petits dés
Dans une poêle mettre le sucre et laisser caraméliser sans remuer. Tourner la poêle pour que le sucre caramélise uniformément, jusqu’à obtention d’une belle couleur brune. Ajouter les pommes ensuite le lait concentré
laisser jusqu’à cuire les pommes
pour la brioche
Dans le bol du pétrin, le lait tiède

avec la levure, le sucre, l’œuf le sel et le beurre, mélangez
– Ajoutez-y doucement la farine et laissez pétrir pendant quelques minutes jusqu’à l’obtention d’une pate souple et facile à travailler
– Formez une boule – Mettez-la dans une cuvette – Bien la couvrir
– La a mettre à lever une première fois à l’abri des courants d’air en la couvrant avec un film alimentaire
– Quand elle double de volume, dégazez-la
– Découpez le pâton en de petites boules de tailles équivalentes
– Couvrez avec un torchon – Laissez lever une deuxième fois à l’abri des courants d’air
Etalez chaque boulette et farcir avec le pommes caramélisées
Déposées les boulettes farcies dans un cercle en les chevauchant comme sur la vidéo
-Badigeonnez la brioche avec un jaune d’œuf et parsemez avec des graines de
Mettre dans un four préchauffé à 180°C entre 30 et 40 minute (tout dépend de votre four)

Eva Longoria livre les coulisses de son maquillage infailible

Entre son rôle d’actrice, d’entrepreneur et même «d’humain» tel qu’elle le décrit dans sa bio Instagram, Eva Longoria porte plusieurs casquettes dans la vie de tous les jours. Et dans ce rythme de vie effréné, la star hollywoodienne ne manque pas une occasion de partager son quotidien sur ses réseaux sociaux. Entre deux séances de yoga, c’est dans un tutoriel beauté que s’est lancé la belle brune, révélant les secrets de son look frais tant envié dans Desperate Housewives. Dans la vidéo qu’elle a publié le 4 février sur son compte Instagram, la star passe en revue toutes les étapes de sa routine beauté, dans un post intitulé « Get Ready With Me ». Et c’est l’Oréal Paris qui sera mis à l’honneur, puisque l’actrice utilise exclusivement des produits de la marque dont elle est légèrie depuis 2009.



Teint, maquillage des yeux, et technique d’application... On vous explique tout sur cette routine qui nous fera piquer la vedette à l’interprète de Gabrielle Solis.
Comment obtenir le teint bonne mine d’Eva Longoria ?
Qui a dit que l’on devait forcément commencer par le teint pour réaliser un beau maquillage ? Certainement pas Eva Longoria

qui choisit de s’occuper de son regard, avant son visage. Et pour finaliser son look, la star n’hésite donc pas à rehausser l’éclat de son teint grâce à une fine couche de fond de teint, et d’anticerne qu’elle étire réciproquement au beauty blender. Un coup de blush et de contouring que l’égérie de l’Oréal étire en experte jusqu’aux tempes, et le tour est joué ! Il ne reste plus qu’à tenter.

Le rappeur britannique Ghetts condamné à 12 ans prison pour homicide routier

Pionnier du grime, genre musical entre la house et le rap, l'artiste de 41 ans, Justin Clarke-Samuel de son vrai nom, avait plaidé coupable d'homicide par conduite dangereuse.

Le rappeur britannique Ghetts a été condamné, mardi 3 mars, à Londres à douze ans de prison pour la mort d'un étudiant qu'il avait renversé avec son véhicule alors qu'il roulait largement au dessus de la limite de vitesse autorisée. Pionnier du grime -genre musical entre la house et le rap- l'artiste de 41 ans, dont le vrai nom est Justin Clarke-Samuel comparais-

sait mardi devant la cour criminelle de Londres pour connaître sa peine.

Le 18 octobre 2025, Ghetts avait renversé un étudiant népalais de 20 ans, Yubin Tamang, alors qu'il rentrait chez lui à Woodford, à l'est de Londres, au volant d'une BMW. Il avait ensuite continué son chemin jusqu'à son domicile, situé à environ 13 km, sans appeler les secours.

Accident mortel

L'enquête a montré que juste avant l'accident, il roulait à 67 miles/h (environ 110 km/h) dans une zone limitée à 30 m/h (environ 48 km/h). Il avait également grillé six feux rouges, était monté

sur le trottoir et avait percuté un motocycliste et une autre voiture, selon les caméras de surveillance visionnées par la police. Il conduisait avec 1,5 fois la dose autorisée d'alcool dans le sang.

Dans une lettre d'excuses transmises à la famille de la victime, Ghetts avait affirmé qu'il s'agissait d'un «acte non intentionnel», et avait exprimé «ses regrets, sa honte et ses remords».

Il avait par le passé déjà été condamné à 12 reprises, notamment pour vol qualifié, vol aggravé de véhicule et diverses infractions au code de la route.

Durant sa carrière, Ghetts a collaboré avec de nombreux artistes,



dont Stormzy et Ed Sheeran, et s'est produit plusieurs fois sur scène au célèbre festival de Glastonbury en Angleterre.

Les stars de «Peaky Blinders» à Birmingham pour l'avant-première du film évènement

Des centaines de fans, habillés en tenues inspirées des années 1920-1930, se sont massés près des célèbres canaux de Birmingham pour cette avant-première de «Peaky Blinders: l'Immortel», qui arrive sur Netflix le 20 mars.

Cillian Murphy et d'autres acteurs de Peaky Blinders se sont retrouvés, lundi 2 mars, sur le tapis rouge à Birmingham pour l'avant-première du film tiré de la célèbre série à succès ancrée dans cette ville anglaise.

C'est «le seul endroit où cela pouvait se passer», a commenté l'acteur irlandais qui incarne Thomas dit Tommy Shelby, chef du gang criminel des Peaky Blinders dans les six saisons de la série ainsi que dans le film. Il était aux côtés notamment des acteurs

Tim Roth et Rebecca Ferguson, du groupe irlandais Fontaines D.C. qui participe à la bandeson, et de plusieurs footballeurs de Premier League lors de cette soirée.

Des centaines de fans, habillés en tenues inspirées des années 1920-1930, se sont massés près des célèbres canaux de Birmingham pour cette avant-première de Peaky Blinders: l'Immortel, qui arrive sur Netflix le 20 mars.

Le film sort dès vendredi dans certains cinémas au Royaume-Uni, en Irlande, et plusieurs autres pays. Pour incarner son fils dans le film, Cillian Murphy, oscarisé en 2024 pour sa performance dans Oppenheimer, a choisi son compatriote Barry Keoghan, qui s'est imposé comme une évidence, selon lui.

«Je lui ai envoyé un texto le jour



de la fête des pères, apparemment - j'avais oublié que c'était la fête des pères! - et je lui ai demandé s'il voulait jouer dans le film», a raconté Cillian Murphy. «On se connaît (...) il est tout

simplement incroyable devant la caméra».

Le film, écrit par le créateur de la série, Steven Knight, se déroule pendant la Seconde Guerre mondiale. Le réalisateur, Tom Harper, a expliqué que replonger le personnage de Cillian Murphy dans une période de guerre était «approprié», étant donné qu'il avait été façonné par «la violence et les traumatismes de la Première Guerre mondiale».

Le film qui présente plusieurs nouveaux personnages - pourrait être le dernier chapitre de la saga Peaky Blinders, lancée en 2013 sur la BBC. Cillian Murphy a confié qu'il avait du mal à le réaliser. «Je pense que cela va me prendre un peu de temps».

Le fils de Tom Hanks s'est retrouvé bloqué en Colombie pour une raison incongrue



Voilà une histoire dont seule l'administration a le secret Chet Hanks est dans une situation peu commune après un séjour entre amis. Le

fils de Tom Hanks et Rita Wilson a raconté dans une vidéo sur Instagram ce week-end qu'il était bloqué en Colombie. Le jeune homme de 35 ans a décrit

la situation qui l'a mené à se voir interdire l'accès aux États-Unis, alors qu'il est américain.

« Je vais à Porto Rico la semaine dernière pour l'anniversaire de mon pote Max et pour passer du bon temps », a-t-il raconté.

« Et pendant que je suis à Porto Rico et qu'on est sur le point de repartir, je me dis : «Je suis seulement à 2/3 heures de Medellín (Colombie), pourquoi je ne passerais pas voir mon pote Taylor, qui vit à Medellín ?» »

Une option qu'il a choisi de suivre, alors qu'il était parti avec un passeport grec qu'il a obtenu grâce à ses proches, sa mère ayant des origines grecques et l'ensemble de sa famille ayant été naturalisée en 2020.

« Libérez-moi ! »

« La raison pour laquelle je n'ai

pas utilisé mon passeport américain est qu'il est sur le point d'expirer », a expliqué Chet Hanks. Seulement, le jeune artiste a oublié que les conditions d'entrée sur le territoire américain sont très strictes.

« J'étais censé partir aujourd'hui. Je vais à l'aéroport pour saisir mon vol trois heures en avance, c'est un vol international. Ils me disent que si j'utilise un passeport étranger, j'ai besoin d'une carte verte (titre de résident permanent) afin de retourner aux États-Unis », a-t-il relaté, avant de s'esclaffer : « Je n'ai pas de carte verte parce que je suis citoyen américain. Résultat : Chet Hanks est « bloqué en Colombie ». Et s'il existe de « pires endroits où se retrouver bloqué », le trentenaire n'a «

aucune idée » de ce qu'il devra faire pour se sortir de ce pétrin, alors que la « seule ambassade » pouvant l'aider se trouve à Bogotá, capitale de la Colombie, sauf que... « Je ne veux pas aller à Bogotá », a-t-il ajouté.

Et de conclure, dans un rire : « Donc... Libérez-moi ! »

Peu de temps après, le jeune homme a partagé un message rassurant dans ses Stories Instagram, se photographiant dans une salle de gym avec le message. « Nous allons bien, ne vous inquiétez pas », inscrit en espagnol, comme l'a noté Entertainment Weekly.

5^e édition du Salon International SIAHA : Annaba au cœur de la dynamique touristique

Sara Boueche

C'est désormais officiel, la cinquième édition du Salon International du Tourisme Annaba SIAHA est lancée. Prévu du 14 au 16 mai 2026 à l'Hôtel Sheraton Annaba, cet événement d'envergure s'impose comme un rendez-vous stratégique réunissant les principaux acteurs du secteur touristique autour d'une ambition commune : consolider la coopération, stimuler l'investissement et promouvoir la destination Algérie aux niveaux national et international.

Fort du succès remarquable des éditions précédentes, le Salon International du Tourisme Annaba SIAHA confirme son positionnement comme plateforme professionnelle

d'échanges, de réflexion et de partenariats. Tour-opérateurs, agences de voyages, investisseurs, hôteliers, institutionnels et experts du secteur s'y retrouveront pour débattre des enjeux contemporains du tourisme et explorer de Cette cinquième édition s'inscrit dans une vision résolument ambitieuse. Elle met l'accent sur l'innovation, la digitalisation des services touristiques et l'ouverture sur les marchés internationaux. Dans un contexte marqué par la transformation numérique et l'évolution des attentes des voyageurs, l'intégration des outils digitaux et des stratégies de communication modernes apparaît comme un levier incontournable pour renforcer la compétitivité de la destination Algérie.

Au-delà de sa dimension économique, SIAHA 2026 se veut également un vecteur de valorisation du patrimoine naturel, culturel et historique algérien. En offrant une vitrine professionnelle aux potentialités touristiques du pays, le salon contribue à façonner une image dynamique et attractive du territoire, tout en favorisant les échanges d'expertise et le transfert de savoir-faire.

À travers cette nouvelle édition, Annaba confirme son rôle de carrefour régional du tourisme et réaffirme sa capacité à accueillir des manifestations internationales de premier plan. SIAHA 2026 s'annonce ainsi comme un moment clé pour impulser une nouvelle dynamique au secteur et inscrire durablement l'Algérie dans les circuits touristiques mondiaux.



Agriculture :

Un programme ambitieux pour renoncer progressivement à l'importation de semences et de plants

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a révélé jeudi à Blida que son département ministériel a élaboré un "programme ambitieux" visant à renoncer progressivement à l'importation des semences et des plants, afin de garantir la sécurité alimentaire et de réduire la facture des importations.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya, en compagnie du wali Djamel-Eddine Hashas, le ministre a souligné que, dans le cadre des efforts visant à garantir la sécurité alimentaire du pays, un "programme ambitieux" a été élaboré en vue de réduire progressivement l'importation des semences et des plants, notamment concernant les cultures maraîchères.

Il a ajouté que l'intégration des technologies modernes dans l'agriculture, notamment pour la production locale de semences et de plants, constitue un axe prioritaire de son département, avec une orientation à l'exportation. Il a fait état, à ce titre, de préparatifs pour la création d'un pôle de



production de semences entre les wilayas de Ghardaïa et d'El-Ménia.

M. Oualid a relevé que cette orientation permettra de réduire les coûts de production et d'améliorer la compétitivité à l'exportation, grâce à des investissements axés sur la technologie et la recherche scientifique dans le domaine agricole.

Il a également révélé que des efforts sont en cours pour développer plusieurs autres

filières agricoles, notamment certaines variétés fruitières, comme la production de plants de bananier.

Le ministre a estimé que Blida est "une wilaya modèle dans l'adoption de la technologie et de la recherche scientifique dans l'activité agricole", soulignant l'engagement de nombreuses exploitations dans cette démarche, à travers l'introduction de techniques modernes d'irrigation, l'utilisation d'engrais et autres

intrants agricoles, ainsi que l'amélioration des méthodes de plantation, en vue d'accroître les rendements, d'améliorer la qualité et de réduire les coûts de production.

M. Oualid a, par ailleurs, salué le niveau atteint par les exploitations agricoles qui recourent aux technologies modernes, à l'image de la pépinière "Vitroplant" de Beni Tamou, spécialisée dans la production de porte-greffes et

d'arbres fruitiers. Cette structure affiche une production annuelle de près de 15 millions de plants, couvrant les besoins du marché national et s'orientant depuis peu vers l'exportation, selon les explications fournies sur place. Lors de cette visite, le ministre a inspecté la chaîne de production de cette pépinière, issue d'un partenariat algéro-italien, puis a visité une exploitation spécialisée dans l'élevage bovin, également dans la même commune.

La délégation ministérielle s'est ensuite rendue dans la commune de Mouzaïa, où elle a visité l'exploitation pilote "Bassatine Yessad" et s'est enquis des techniques modernes adoptées, notamment l'agriculture intensive permettant la plantation de près de 1 600 arbustes par hectare, contre 800 auparavant.

La visite s'est achevée par l'inspection du taux d'avancement des travaux de réalisation d'un silo de stockage de céréales dans la commune d'El Affroun, d'une capacité d'un (1) million de quintaux, dont la mise en service est prévue à la fin de l'année en cours, selon les explications fournies sur site.